

288

Ministère de la Famille, de la Solidarité  
Nationale de l'entrepreneuriat Féminin  
de la micro Finance et de la Petite Enfance

UNDP

**COPIE**

Cellule de Suivi Opérationnel des Programme  
de Lutte contre la Pauvreté

**Programme d'Appui A la Mise en Œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté**

## OFFRE TECHNIQUE

ELABORATION DU RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

EDITION 2009

« Changement Climatique, Sécurité Alimentaire et Développement Humain »

PROPOSITION TECHNIQUE

Présentée par

**TROPICA Environmental Consultants**



Liberté VI, Villa No. 8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL •  
Tél. (221) 867 18 98 - Fax (221) 867 18 99 - E-mail : tropica @orange.sn



Sicap Liberté 6 N°8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL •  
Tél. (221) 33 867 18 98 • Fax (221) 33 867 18 99 • e-mail : [tropica@orange.sn](mailto:tropica@orange.sn)

**LE GERANT**

**Dakar Le 05 septembre 2009**

**A Monsieur le Coordonnateur National du PRP**

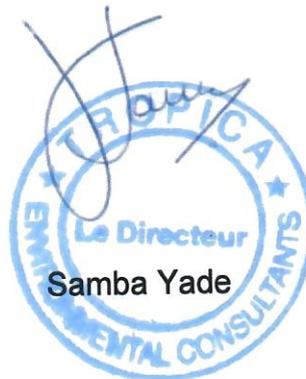
**Objet** Offre Technique

Monsieur le Coordonnateur,

Suite à votre invitation, nous cabinet Tropica, avons le plaisir de vous proposer nos services à titre de Consultant pour la réalisation de l'étude portant sur « **Elaboration du Rapport National sur le Développement Humain Edition 2009. Changement Climatique, Sécurité Alimentaire et Développement Humain** ».

A cet effet, je joins ci-après un dossier comprenant la démarche méthodologique, un planning des activités, l'expérience dans le domaine ciblé, les CV des ressources humaines mobilisées pour la mission ainsi que la présentation du cabinet

Dans l'attente d'une réponse, qui je l'espère sera favorable à participation à cette étude, Veuillez recevoir Monsieur le Coordonnateur, l'assurance de notre considération distinguée



## Sommaire

1 Compréhension de la mission .....	2
<b>1.1 Contexte Général</b> .....	2
<b>1.2 Quelques éléments sur la situation de l'agriculture sénégalaise</b> .....	3
<b>1.3 Différents risques et impacts auxquels les changements climatiques exposent les populations</b> .....	5
2 Objectifs.....	7
<b>2.1 Objectif général</b> .....	7
<b>2.2 Objectifs spécifiques</b> .....	7
3 Résultats attendus.....	7
4 Mandat du consultant .....	8
5. Tâches du consultant.....	8
6 Approche méthodologique .....	9
<b>6.1 Revue documentaire</b> .....	9
<b>6.2 Travaux de terrain</b> .....	10
7 Outils et moyens de collecte des données .....	11
<b>7.1 Ateliers interrégionaux par zone écogéographique</b> .....	14
<b>7.2 Les Focus group discussion (FGD)</b> .....	14
<b>7.3 Les entretiens de groupe</b> .....	15
<b>7.4 Utilisations des méthodes actives de recherche participative et de planification (MARP) telles que les champs de force et les Cadres H</b> .....	16
8 Saisie Analyse et traitement des données .....	16
9 PLANNING D'EXECUTION DES ACTIVITES .....	18
10 CV DES EXPERTS PROPOSES .....	19
11 Expériences du cabinet dans le domaine ciblé.....	20
12 Présentation du cabinet TROPICA .....	21
	22

# 1 Compréhension de la mission

## 1.1 Contexte Général

Le Développement humain (DH) est un concept renvoyant au processus d'amélioration et d'élargissement des opportunités offertes aux personnes au niveau de l'éducation, de la santé, du cadre de vie, des droits humains et politiques, etc.

Le DH a ainsi fait l'objet de plusieurs rapports mondiaux, suivis par l'élaboration de rapports au niveau national et régional. Les rapports nationaux sont sous-tendus par la nécessité de prendre en compte les spécificités des pays pour une définition adéquate des priorités et des stratégies de développement centrées sur l'homme. Des spécificités nationales dans la définition des priorités et des stratégies centrées sur l'homme. Le développement humain est mesuré par les principaux indicateurs que sont : Indice du Développement Humain (IDH), Indice sexo-spécifique du Développement Humain (ISDH), Indice de la participation des femmes (IPF), Indice de la pauvreté humaine (IPH).

L'Elaboration du RNDH se fait selon un processus participatif : mise en place de plateforme de discussion et de recherche de solutions aux problèmes posés. L'objectif est de générer le débat et d'orienter l'action en vue du progrès du développement humain.

La thématique de l'édition 2009 : « changement climatique, sécurité alimentaire et développement humain » peut se traduire sous de la forme de plusieurs questions opérationnelles, à savoir :

- Comment se manifeste le changement climatique au Sénégal ?
- Quels sont ses impacts sur la sécurité alimentaire des populations ?
- Quelles sont les populations les plus affectées par les impacts du changement climatique et les risques d'insécurité alimentaire liés au changement climatique ? (faire une typologie)
- Quels sont les impacts sur le développement humain ?
- Quelles sont les évolutions futures du phénomène de changements climatiques ?
- Quels sont les dispositifs existants de prévention et de prise en charge des risques liés au changement climatique ?
- Quelles perspectives et solutions pour atténuer les effets ?

Ces éléments peuvent être appréciés à l'échelle nationale et locale

La sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, pour satisfaire leurs besoins et leurs préférences alimentaires afin de pouvoir mener une vie saine et active. Selon la FAO (2005 : situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture) quatre dimensions de la sécurité alimentaire peuvent être considérées (disponibilité, accès, stabilité et utilisation):

L'insécurité alimentaire est un phénomène complexe, attribuable à divers facteurs dont l'importance varie selon les régions, et les groupes sociaux, et au fil des ans.

La dimension nationale du rapport associe plusieurs espaces, écologiques ruraux et

urbains, impliquant des spécificités de part et d'autre. Cependant il ne faudrait pas perdre de vue l'interdépendance urbaine et rurale dans le contexte des changements climatiques et du développement de manière globale.

L'augmentation de la population au niveau mondial, l'urbanisation, l'industrialisation et la croissance de la richesse se traduisent par une production accrue de déchets, signes de formes de consommation en évolution accélérée.

Il y a toujours eu des variations climatiques, mais ce qui préoccupe actuellement les scientifiques c'est que le réchauffement dû aux activités humaines, a pris le pas sur les fluctuations normales du climat et que ceci a de graves conséquences pour la planète et sa population. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont augmenté considérablement depuis l'époque préindustrielle. Rien qu'entre 1970 et 2004, elles ont augmenté de 70%.

A ce rythme la température moyenne mondiale augmentera de 0,2°C par décennie au cours des deux prochaines décennies. Le réchauffement et l'élévation du niveau marin provoqués par les activités humaines se poursuivront pendant des siècles, même si l'on parvenait à stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre.

Les modèles climatiques prévoient qu'en 2050, l'Afrique subsaharienne se sera réchauffée de 0,5 à 2 degrés Celsius (CLACCS, 2007)

Par sa position géographique, le Sénégal (océanique et en partie sahélienne), le Sénégal est directement confronté aux changements globaux qui affectent l'ensemble de la planète

« Le Sénégal fait partie des pays dont toutes les données géographiques prédisposent à plus de vulnérabilité aux changements climatiques ». Il est situé sur la bande sahélienne, au voisinage d'un grand désert avec une côte maritime longue de 700 km.

Les impacts des changements climatiques sont divers et variés à travers le monde. Au Sénégal, on notera l'appauvrissement des écosystèmes, la baisse des productions (agricole, pastorale, halieutique...) précarisation des établissements humains, la pauvreté des régions intérieures et migration. Le plus important sera certainement l'augmentation des famines, pouvant découler de la dégradation des systèmes de production déjà faibles.

Les populations africaines notamment celles du Sénégal, à majorité rurale, ont des modes de vie dépendant largement des ressources naturelles. L'Agriculture mobilise plus de 60% de la population sénégalaise et 600.000 personnes vivent de la pêche. La contribution du sous secteur agricole au PIB demeure faible ; du fait essentiellement d'une production fondamentalement dépendante de la pluviométrie et aux aptitudes des sols. Le Sénégal présente un bilan céréalier structurellement déficitaire, en dépit des améliorations notées en 2008/2009, ayant enregistré un taux de couverture des besoins céréaliers de 69%, alors qu'il était de 33,7% en 2007/2008.

## **1.2 Quelques éléments sur la situation de l'agriculture sénégalaise**

Le secteur agricole est discerné comme étant un lieu de transformations profondes, rapides et contradictoires. De ce fait, il imprime significativement les changements qui impactent sur la société toute entière, en contribuant à la réalisation de certaines fonctions dont entre autres :

- ✓ La construction et l'entretien du capital physique (aménagement du territoire et développement des infrastructures) ;
- ✓ L'élévation du capital humain (Education, Formation et Augmentation des connaissances des populations) ;
- ✓ L'atteinte de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire (produire pour satisfaire les besoins d'alimentation de la nation) ;
- ✓ L'équilibre de la balance commerciale (dégager des excédents pour l'exportation) ;
- ✓ La conservation et la gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- ✓ La densification du tissu économique et préservation de la cohésion sociale (interactions avec les autres secteurs de l'économie) ; etc.

Ces fonctions sont assurées grâce à l'action combinée des populations, de l'Etat (à travers ses dispositifs centraux, déconcentrés et décentralisés) et de plusieurs acteurs non étatiques (Secteur privé, Société civile et Syndicats).

Sous le rapport de ce qui précède, l'agriculture entretient un lien fort avec la sécurité alimentaire et le développement humain. Les opportunités offertes aux individus et groupes, pour une meilleure existence, entretiennent un lien fort de dépendance avec le niveau de performances de ses résultats agricoles.

Or, le Sénégal dispose d'une agriculture très peu modernisée, dont la production est essentiellement dominée par les cultures pluviales, tributaires des conditions offertes par le climat. En effet, l'agriculture sous pluie représente, respectivement 95% des terres cultivées (estimées à environ 2,5 millions d'hectares) et 65,8% des superficies totales cultivables. Le rapport entre superficies irriguées et superficie totale cultivées sur l'année de 4% en 2004 se situait respectivement à 4,60% en 2007 et à 2,9% en 2008, alors que celui de la production irriguée sur la production totale était respectivement de 18,90% et de 21,3% sur la même période. Ces chiffres des services agricoles au Sénégal démontrent une dépendance des résultats agricoles à la pluviométrie et à sa répartition, traduisant la vulnérabilité des activités agricoles aux aléas climatiques. A titre d'exemple, l'année 2002, marquée par des intempéries et la chute de la pluviométrie, a connue une forte baisse de la production céréalière passant respectivement de 1 022 611 tonnes pour la campagne 2001/2002 à 785 396 pour la campagne 2002/2003, alors que les surfaces cultivées avaient augmenté sur la même période, passant de 1 1152 810 ha à 1205 316 ha.

Par ailleurs, la dégradation des terres cultivables, consécutive aux effets combinés de l'avancée de la langue salée et de l'érosion, hypothèque de plus en plus la sécurité des activités agricoles.

Face à ces contraintes et d'autres non spécifiées ici, les autorités ont entrepris des initiatives hardies, visant à réduire progressivement les déficits vivriers à tous les niveaux. Dans ce cadre, des efforts importants ont été consentis, à travers la promulgation d'une Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) et la mise en œuvre d'une série d'actions dont entre autres : (i) Programme d'Urgence de Relance des Cultures Vivrières : maïs et sésame en 2003, suivis du manioc (2004), du Bissap (2005) et du tournesol (2006) ; (ii) le plan Retour Vers l'Agriculture – REVA ; (iii) la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance – GOANA, etc. Egalement, la Stratégie de Croissance Accélérée a retenu le secteur agricole parmi ses cinq (5) grappes de croissance : la Grappe « Agriculture Agro-industrie ».

Les objectifs globaux recherchés, à travers ces différentes initiatives publiques, portent sur la promotion d'un développement agricole soutenu par une structuration et une harmonisation des interventions autour de la maîtrise des facteurs de production et le développement de filières porteuses, à travers l'augmentation des rendements et des superficies, ainsi que la transition vers des systèmes de production durables en vue d'accroître les revenus, d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Les résultats intéressants sont obtenus, avec notamment une augmentation de la production céréalière qui est passée de 722 239 tonnes en 2007 à 1 756 706 tonnes en 2008. Toutefois, les résultats globaux restent en deçà des attentes et dénotent l'importance des efforts à consentir davantage.

Le changement climatique et l'activité humaine sont responsables de la dégradation des terres ; ceci est un processus qui a des implications majeures sur la société, l'économie, la santé et l'environnement même si les zones écogéographiques ne présentent pas les mêmes niveaux de vulnérabilité.

### **1.3 Différents risques et impacts auxquels les changements climatiques exposent les populations**

Les communautés rurales, en particulier celles qui vivent dans un environnement déjà fragile, sont confrontées au risque immédiat et en constante augmentation de mauvaises récoltes, de perte de bétail et de disponibilités réduites en produits halieutiques. Pour l'agriculture, les céréales restent très sensibles perturbations des températures et des précipitations.

L'application de l'analyse du risque effectué par la Banque Mondiale en 2006 pour le Sénégal donne un aperçu des principaux risques et vulnérabilités affectant la population au Sénégal que sont les risques naturels et les risques sanitaires.

Les risques naturels sont liés à la nature agricole de l'économie rurale et au fait que le Sénégal est un pays sahélien. Au cours des 25 dernières années, le Sénégal a connu six années de chocs marquées, selon les années, soit par d'importantes précipitations, soit par l'irrégularité dans leur distribution géographique, soit par un arrêt prématuré de la saison des pluies.

Les précipitations s'amenuisent du sud vers le nord (1190 à Ziguinchor, Podor 196,9 par rapport à la normale de 1971-2000

D'autres risques naturels comme les parasites des plantes, les maladies animales et les maladies affectant les récoltes peuvent réduire les cultures. Par exemple, environ 20% des ménages ruraux ont perdu pour un montant estimé à environ 14 millions de dollars des céréales à cause des parasites.

Les risques de chocs dans les zones rurales sont aussi liés aux changements dans la production agricole, à la demande du marché, aux systèmes de commercialisation existants et leurs conséquences sur les revenus et le pouvoir d'achat. Alors que la situation de l'emploi est un facteur de risque important dans les zones urbaines, il ne l'est pas dans les régions rurales où la majorité de la main-d'œuvre est auto employée ou engagée dans des activités informelles ou à temps partiel afin de diversifier des revenus.

La population du Sénégal en forte croissance est d'environ 12 millions d'habitants dont 51,4 % de femmes

La pression démographique se développe préférentiellement sur la zone côtière qui accueille déjà près de 60% des habitants, notamment dans les centres urbains et les capitales, toutes situées en bord de mer, et qui continuent à recevoir des populations en provenance de l'intérieur, réfugiés climatiques ou économiques.

Dans les zones périurbaines de fortes inondations sont enregistrées accentuant la précarité de l'habitat et les risques de maladies hydriques (choléra, paludisme...)

Les implications peuvent davantage se prolonger sur le niveau de sécurité alimentaire en détérioration continue, la malnutrition et des risques sanitaires associés ou conduire à la misère et la migration de la population comme enregistrées en Ethiopie.

Ils constituent une menace pour les conditions de production et donc une sécurité alimentaire. L'alimentation étant le premier des droits Humains, c'est, par conséquent, le point de départ de la lutte contre la pauvreté.

Même si l'Afrique ne contribue que pour 3% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle est la première concernée par les effets néfastes des changements climatiques du fait de sa grande vulnérabilité et de l'absence de moyens pour s'adapter

Le défi majeur porte sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Les mesures visant à faire face aux changements climatiques ont des liens avec la croissance économique et les objectifs de développement durable, et exige une compréhension partagée de la nécessité d'efforts communs, par tous les pays.

L'ADAPTATION figure parmi les quatre éléments constitutifs du plan d'action de Bali (décembre 2007) qui définit une feuille de route devant mener en décembre 2009 à Copenhague aux négociations finales sur l'après Kyoto.

les changements climatiques affectent les conditions de vie des populations dépendant des ressources naturelles (paysans, pêcheurs et exploitants des forêts...). Cependant il existe peu de solutions de rechange ou d'options de compensation quand ces dernières sont perdues. En milieu rural et urbain, les pauvres sont les plus affectés par la perte des ressources naturelles et /ou la détérioration des services et biens environnementaux.

La capacité des populations rurales à faire face aux impacts des changements climatiques est fonction de plusieurs éléments dont le contexte socio culturel politique.

Au Sénégal l'importation des produits alimentaires dont les prix ne cessent de croître à l'échelle internationale pèse lourdement sur la balance commerciale, sans que la sécurité alimentaire ne soit garantie. De ce fait, la malnutrition continue de sévir. Ainsi, d'après les données du DSRP 2, le niveau d'insuffisance pondérale est de 22% en zone rurale contre 10% en milieu urbain».

Mais en plus de la ratification de la différente convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le Sénégal s'est davantage engagé dans différentes politiques visant à réduire la vulnérabilité des populations et des différentes activités.

Ces politiques du gouvernement sont définies dans différents documents stratégiques : Stratégie nationale de croissance accélérée (SNCA), Plan National de Développement de la Culture du Sénégal, Objectifs du Millénaire pour le

développement.

L'adaptation aux changements climatiques recouvre ainsi un ensemble de pratiques, politique et de mesures mises en œuvre en vue de limiter les impacts négatifs de ces changements et, saisir les opportunités offertes par l'évolution du climat.

## **2 Objectifs**

Les objectifs de l'étude sont clairement définis dans les termes de références et sont les suivants :

### **2.1 Objectif général**

L'objectif général de la mission est de fournir un accompagnement technique au processus national d'élaboration du RNDH 2009 sur le thème: Changement climatique sécurité alimentaire et développement humain

### **2.2 Objectifs spécifiques**

- ✓ décrire et analyser le phénomène du changement climatique au Sénégal et ses manifestations;
- ✓ analyser les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et le développement humain;
- ✓ -étudier et analyser le cadre institutionnel mis en place pour prendre en charge la problématique des changements climatiques et de la sécurité du développement humain (au niveau gouvernement ; du secteur privé et de la société civile)
- ✓ analyser les progrès et les contre-performances des politiques publiques en matière de prise en charge des changements climatiques et de la sécurité alimentaire et du développement humain;
- ✓ faire ressortir les tendances futures de ce phénomène et de ses conséquences sur le développement humain (santé, habitat, alimentation...)
- ✓ proposer des stratégies d'adaptation et de prévention du risque climat.

## **3 Résultats attendus**

Il est attendu du consultant la production du Rapport national sur le développement humain qui fera ressortir :

- ✓ la description et l'analyse du changement climatique au Sénégal
- ✓ les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et le développement humain;
- ✓ l'étude et l'analyse du cadre institutionnel mis en place pour prendre en charge la problématique des changements climatiques et la sécurité alimentaire et du développement humain;
- ✓ les progrès et contre-performances des politiques publiques de prise en charge des changements climatiques dans la sécurité alimentaire et du développement humain

- ✓ les tendances futures et les conséquences de ce phénomène sur le développement humain
- ✓ les stratégies d'adaptation et de prévention à mettre en œuvre

#### **4 Mandat du consultant**

Le consultant a pour mandat de :

- ✓ Elaborer le rapport national sur le développement humain 2009 selon une approche participative et de mise à profit de l'expertise nationale ressortant la thématique
- ✓ Mettre en place d'une équipe pluridisciplinaire sous la direction d'un expert principal
- ✓ Soumettre au comité de pilotage de la note d'orientation 5 jours après signature du contrat
- ✓ Soumettre un rapport provisoire dans un délai de 30 jours après signature du contrat
- ✓ Participer à l'atelier de validation et au Forum national
- ✓ Déposer dans la version définitive du rapport dans un maximum de 5 jours en 10 exemplaires avec une copie électronique

#### **5. Tâches du consultant**

Les tâches du consultant définies dans les termes de références sont les suivantes :

- ✓ Proposer au Comité de pilotage un plan cohérent et détaillé du rapport sur la base de la documentation disponible et des résultats de l'atelier de problématisation (plan détaillé de chaque partie et / chapitre du rapport) et le traduire en termes de références complémentaire pour d'éventuelles contributions en profondeur des groupes de travail portant sur des thèmes connexes ou des initiatives pilotes (à intégrer dans le rapport sous la forme d'encadrés)
- ✓ décrire et analyser le phénomène des changements climatiques au niveau planétaire, africain et au Sénégal ainsi que ses conséquences prévisibles, directes, indirectes et cumulatives sur la sécurité alimentaire et le développement humain ;
- ✓ faire ressortir les tendances futures de ce phénomène au niveau global notamment sur le développement humain;
- ✓ identifier et analyser des initiatives nationales de recherche dans le domaine des changements climatiques, de la sécurité alimentaire et du développement humain et leur harmonisation possible ;
- ✓ Analyser les impacts socioéconomiques du changement climatique sur le développement humain (santé, habitat, cadre de vie, éducation pauvreté...);
- ✓ présenter et analyser le cadre institutionnel mis en place dans le pilotage des politiques publiques liées au thème proposé, le rôle des acteurs principaux (de l'Etat aux structures associatives de base) ;
- ✓ analyser les impacts potentiels et réels du changement climatique sur la

production agricole (agriculture pêche élevage...), la sécurité alimentaire et le développement humain

- ✓ analyser tous les aspects environnementaux liés aux changements climatiques et ses conséquences sur le développement durable
- ✓ Analyser l'évolution des indicateurs environnementaux sur les risques liés au
- ✓ Changement climatique
- ✓ analyser les politiques stratégies et programmes nationaux en matière de prise en charge de la dimension changements climatiques dans le développement d'une agriculture durable
- ✓ analyser les progrès et les contreperformances dans la mise en œuvre des politiques publiques en matière de changements climatiques de sécurité alimentaire et du développement humain ;
- ✓ identifier et analyser les initiatives développées à l'échelle nationale considérées comme de bonnes pratiques en matière de gestion des risques liés aux changements climatiques, de sécurité alimentaire et du développement humain ,
- ✓ Identifier et analyser des initiatives développées à l'échelle nationale considérées comme des bonnes pratiques en matière de gestion des risques liés aux changements climatiques
- ✓ Définir de manière détaillée et opérationnelle les mesures de prévention, d'atténuation et adaptation qui devront être prises au niveau national en les intégrant dans une perspective plus large de la vulnérabilité et de la gestion des risques et catastrophes,
- ✓ Rédiger le rapport général de l'étude
- ✓ Faire une restitution à l'interne au comité de pilotage
- ✓ Faire la restitution lors du forum national

## **6 Approche méthodologique**

Il importe de rappeler d'abord que la présente étude sur l'élaboration du rapport national sur le développement humain s'inscrit en continuité d'un processus mondial centré sur la nécessité de définir des priorités et stratégies de développement centrées sur l'homme en tenant compte du contexte spécifique de chaque pays. L'une des difficultés majeures dans la réalisation des études de cette nature est relative à la bonne appréhension des différents niveaux d'investigation et à la combinaison des modes de collecte de données et d'implication des principaux acteurs, la prise en compte de leurs objectifs et ressources.

La thématique choisie pour l'édition 2009 établit le lien entre changement climatique, sécurité alimentaire et développement humain.

Il s'agira d'examiner la production végétale et animale, de cartographier les indicateurs d'impacts du changement climatique, la vulnérabilité, et les mesures d'adaptation à l'échelle nationale et locale, dans un système d'information géographique.

Ainsi, notre proposition méthodologique tiendra d'abord compte des prescriptions des termes de référence qui donnent des indications fortes et pertinentes quant aux orientations de l'étude. Les propositions ci-après libellées viennent donc en complément à la démarche qu'ils fixent.

La méthodologie cherchera d'abord à étudier, d'une part les manifestations des changements climatiques sur certains facteurs déterminants de production des secteurs de l'Agriculture (eau, terre, pâturage, ressources halieutiques, Formations forestière...), et d'autre part, leur prise en charge par les politiques publiques et dans ce cadre les progrès et contre-performances enregistrés. Dans un second temps, elle s'appuiera sur une analyse des tendances futures et de leurs conséquences éventuelles (notamment dans le sens du rapport entre production, sécurité alimentaire et génération de revenus), dans une perspective de propositions de stratégies d'adaptation et de prévention des risques climatiques sur le développement de l'Agriculture.

La méthodologie envisagée pour l'élaboration de l'édition 2009 du rapport national sur le développement humain au Sénégal combinera dès lors une approche documentaire et une approche d'acteurs. Elle s'articulera autour de cinq points principaux : la revue documentaire, l'identification des acteurs à rencontrer et des sources de données, les outils et les moyens de collecte des données, la grille de collecte et le plan d'analyse des données.

### **6.1 Revue documentaire**

La revue documentaire permet de faire l'état des lieux des travaux, recherches et études. Elle sera structurée autour des principaux thèmes de l'étude que sont le développement humain au Sénégal, les relations entre changements climatiques, sécurité alimentaire et développement.

Elle s'intéressera notamment à différentes sources de données parmi les quelles:

- ✓ Documents des résultats de l'atelier de problématisation
- ✓ documents de planification, des CDSMT, les programmes stratégiques de sécurité alimentaire, notamment le PNASA (Programme National d'Appui à la Sécurité Alimentaire), le Programme agricole, le Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE), etc. de l'ensemble des secteurs et sous secteurs directement liés au développement de l'agriculture ; ainsi que des documents rendant compte de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agro-sylvo-pastorale – LOASP.
- ✓ Les communications nationales (1ères, 2èmes)
- ✓ Les programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA)
- ✓ Les stratégies et autres plans nationaux (stratégie de croissance accélérée, DSRP, etc.)

- ✓ Documents de rapportage et de bilan : compte rendus d'activités, rapports de revue et de performance, etc.
- ✓ Les enquêtes de sécurité alimentaire en milieu rural et en milieu urbain (ESAMU) du Programme alimentaire mondial (PAM)
- ✓ Rapport sur la pêche
- ✓ Rapport sur la production forestière
- ✓ Données de la météorologie
- ✓ Travaux ESP
- ✓ Travaux département de géographie (UCAD)
- ✓ CSE
- ✓ ....

## 6.2 Travaux de terrain

### 6.2.1 Echantillonnage : Zones géographiques/administrative (régions)

L'échantillonnage a pour but de déterminer les régions où se tiendront les différents ateliers interrégionaux

Compte tenu du thème et du caractère national du rapport, nous allons coupler deux critères : éco géographique et administratif.

Le Sénégal est divisé en 6 zones éco géographiques et 13 régions à la suite du nouveau découpage territorial.

Zones écotopographiques	Superficie	Régions concernées
<b>Littoral et Niayes</b>	2.959 km <sup>2</sup>	Thiès, Dakar et partie de Louga
<b>Bassin arachidier</b>	46.367 km <sup>2</sup>	Kaolack, Diourbel et Fatick
<b>Zone sylvo-pastorale</b>	55.561 km <sup>2</sup>	Louga et partie de Kaffrine
<b>Delta et Vallée Fleuve Sénégal</b>	9.658 km <sup>2</sup>	Saint-Louis, Matam et partie de Tambacounda (Bakel)
<b>Zone forestière du Sud</b>	28.324 km <sup>2</sup>	Kolda, Sédhiou et Ziguinchor,
<b>Centre Est et Sud Est</b>	51.958 km <sup>2</sup>	Kaffrine, Tambacounda et Kédougou

### 6.2.2 Cibles

Outre la revue de la littérature, les outils et les moyens de collecte des données envisagés devront favoriser le recueil de données tout allant dans le sens du processus participatif qui sous-tend l'élaboration du rapport national sur le développement humain.

La collecte de données se fera auprès des différents acteurs des différents secteurs, autant au niveau institutionnel et administratif qu'au niveau des professionnels. La pertinence et la valeur des informations collectées et de leur traitement dans l'étude reste tributaire de la qualité de la participation de ces différents acteurs au processus de recherche.

Ainsi, nous mettrons en œuvre un processus participatif itératif. Par exemple pour l'agriculture, celui-ci sera fondé sur l'analyse de l'évolution des ressources en terres (intégrant l'ensemble des phénomènes dégradant : érosion, pertes de fertilité, etc.) et en eau (intégrant, les qualités de la pluviométrie, les eaux de surfaces, les effets de salinisation et de productivité de la nappe souterraine) et leur interrelation avec l'évolution des résultats de l'agriculture, d'une part et avec les réalisations et impacts induits par les politiques publiques, d'autre part. En outre, il permettra de procéder à une identification multi-acteurs des priorités et des opportunités de différentes parties prenantes de statuts et d'intérêts distincts. Dans tous les cas l'objectif recherché ici, sera de réduire les écarts d'analyse entre les effets des réalisations et l'impact réel qui en est ressenti ou susceptible de l'être. Egalement, une attention particulière sera portée sur une nécessaire articulation entre les besoins des populations agricoles et ce que les résultats de l'étude offriront en termes de perspective de développement de l'agriculture sénégalaise. Il en sera de même pour l'ensemble des sous-secteurs.

Dans ce cadre les éléments d'orientations suivants sont indispensables :

**L'ancrage institutionnel de l'étude :** Il favorisera l'appropriation indispensable de l'étude par les différentes institutions, à travers leur implication :

- ✓ Le Ministère de l'Agriculture et de la Pisciculture, à travers ses différentes structures et services, particulièrement les Directions techniques, les Sociétés nationales (SAED, SODAGRI, etc.), les programmes et projets d'envergure (PDMAS, PSAOP, PACD, etc.) ;
- ✓ Le Ministère de l'Economie maritime
- ✓ Le Ministère de l'élevage
- ✓ Ministère de l'environnement, de la protection de la nature, des bassins de rétention et lacs artificiels ;
- ✓ Les Institutions d'élus des Collectivités locales, à travers les associations d'élus (Associations des Président de Conseil rural, des maires et Président de conseil régional) ;
- ✓ Les Organisations faïtières des Producteurs et de filières des sous-secteurs agriculture, élevage, sylviculture et pêche ;
- ✓ Les partenaires techniques et financiers – PTF (Banque Mondiale, USAID, AFD, etc.) ;
- ✓ Les organismes privés ;

- ✓ Les acteurs non étatiques (organisations de la société civile, Syndicats et Secteur Privé) ; etc.

Outre l'appropriation des résultats de l'étude, l'ancrage institutionnel permettra à l'ensemble de ces acteurs de se prononcer sur la cohérence stratégique entre, d'une part, le point de vue et les besoins des populations, et d'autre part, les analyses de performances et les propositions de perspectives.

Pour prendre en compte l'ancrage institutionnel, nous prévoyons de :

- ✓ Interroger les Directions techniques en vue de déterminer leurs appréciations sur les évolutions climatiques et leur lien avec les résultats des politiques nationales de développement agricole, notamment dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté ;
- ✓ Interroger également les organismes d'appui au développement tels que les PTF (PNUD, Banque Mondiale, USAID, AFD, etc.), les acteurs non étatiques intéressés par le secteur agricole (organisations de la société civile : différents consortia d'ONG et d'OCB, le secteur privé et les syndicats) pour identifier leurs points de vue et leurs préoccupations sur : (i) les liens entre politiques (agricoles, et autres) et changements climatiques ; (ii) les effets induits de leurs interventions pour une meilleure prise en compte des changements climatiques par les politiques publiques de développement des différents secteurs notamment celle agricole; et (iii) leurs projections de contribution pour renforcer l'intégration des changements climatiques dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.

En plus de ces interviews, un atelier sera organisé, regroupant des représentants de ces différentes catégories de parties prenantes, en vue de débattre des informations collectées, après leur restitution par le consultant sous une forme traitée et présentée à travers deux (02) matrices, dont une portant sur l'analyse des interrelations entre les changements climatiques et les progrès et contreperformance des différents secteurs d'activité et l'autre sur les perspectives. Dans les deux cas, l'analyse et le débat s'appuieront sur des indicateurs objectivement vérifiables.

**L'Ancrage social :** Les actions sur la promotion des différents secteurs (agriculture, élevage, pêche...) dans un contexte de contraintes de ressources naturelles et de lutte contre la pauvreté, doivent avoir suscité une adhésion populaire. Ces actions doivent faire l'objet d'une appréciation précise des populations, notamment en ce qui concerne leurs propres projets de développement, mais surtout de leurs implications avec des innovations nouvelles, particulièrement dans la prise en charge des changements climatiques dans leurs actions quotidiennes d'exploitation des changements climatiques. L'ensemble des parties prenantes sociales rurales, constitués par les différentes organisations représentatives des producteurs et des acteurs ruraux, au niveau des six (06) zones éco géographiques ou agro écologique du Sénégal (zone des Niayes, Bassin Arachidier, Casamance, Sénégal oriental,

Vallée du Fleuve Sénégal et la zone sylvo-pastorale) seront consultées.

### **Considérations liées aux genres.**

Il est d'abord indispensable d'intégrer la compréhension des rapports de genre dans la société Sénégalaise. Malgré des efforts significatifs au Sénégal, il apparaît que les minorités et groupes vulnérables (les femmes, les enfants, les aînés, les personnes en situation de handicap, etc.) dans leur grande majorité continuent de subir de façon disproportionnée le poids de la pauvreté et de la discrimination socioéconomique. L'inégalité entre les genres peut être un obstacle important à la croissance économique et au développement humain.

L'étude accordera une attention particulière au genre et cette attention se précisera lorsque dans les analyses nous comparerons particulièrement les vulnérabilités. Une participation représentative des groupes vulnérables et des minorités sera systématiquement intégrée dans le choix des cibles. Par ailleurs, pour une meilleure prise en charge de la dimension genre un cadre d'analyse approprié comme celui de Harvard sera utilisé

### **Considérations d'ordre déontologique.**

Les données collectées auprès des populations sont en partie relatives à leurs différentes formes de vulnérabilités face aux changements climatiques. L'équipe sera tenue d'informer les cibles des objectifs de l'étude et de la confidentialité de certaines données qui peuvent être collectées.

## **7 Outils et moyens de collecte des données**

Pour prendre en charge les points de vue et préoccupations des populations agricoles et rurales, l'étude procédera à des interviews de leaders paysans, d'une part, et le renseignement, durant des ateliers de partage, de deux (02) matrices : l'une portant sur l'analyse de l'évolution des changements climatiques et leurs implications avec les résultats des politiques publiques et l'autre portant sur les évolutions souhaitées pour une meilleure prise en charge des changements climatiques à la fois par l'Etat et les acteurs non étatiques (y compris les populations rurales et urbaines).

### **7.1 Ateliers interrégionaux par zone écogéographique**

Les ateliers constituent en des séances de travail avec l'ensemble des acteurs sur les différentes questions opérationnelles qui structurent l'élaboration du rapport (cf. chapitre « COMPREHNSION DE LA MISSION). Ils regrouperont diverses catégories d'acteurs issus des pouvoirs publics, des partenaires techniques et financiers, des organismes privés et des organisations de la société civile. Ils seront animés par l'équipe qui procédera à la systématisation des informations. Ces ateliers favorisent le brainstorming, une meilleure connaissance des spécificités régionales en matière de changement climatique et de ses conséquences, ainsi que la recherche de solutions plus appropriées à la zone en question. Plus particulièrement, ils

favoriseront un débat interrégional multi-acteurs sur des préoccupations communes.

## **7.2 Les Focus group discussion (FGD)**

Le focus group est une méthode de recherche qualitative, Une méthode d'animation du milieu, un processus de communication multidimensionnelle.

Il s'agit de discussions de groupes homogènes qu'il convient de ne pas confondre avec les entretiens de groupe en général.

Les groupes sont sélectionnés en fonction de critères d'homogénéité, le plus souvent construits : il s'agit, en fonction du thème, d'identifier un facteur qui permet au sein du groupe de pairs à chacun de relater son expérience propre en étant inspiré par celle des autres, mais avec l'intérêt majeur de refléter les spécificités de son expérience personnelle ;

A la différence des dynamiques habituelles de groupe, le FGD vise à éviter le consensus et inversement favoriser l'expression plurielle au sein d'un groupe pourtant homogène. Aussi, le FGD vise à éviter l'influence des leaders dans la conduite de la discussion. Le rôle de facilitateur est de faire en sorte que chacune des personnes présentes s'exprime sur les 2 à 3 points de discussion avec l'objectif de collecter un faisceau de vécus individuels, stimulés par la présence d'un groupe ayant une similarité de conditions ou de positions, voire de postures en fonction de la thématique. Les données collectées sont par la suite traitées selon les règles de l'analyse de contenu. Les groupes doivent être limités entre six (6) et douze (12) personnes au maximum pour répondre aux critères de dynamique de groupe maîtrisée.

La réalisation de focus-group visera à déterminer les perceptions particulières de groupes d'acteurs spécifiques vis-à-vis du changement climatique et des conséquences sur la sécurité alimentaire et le développement humain au Sénégal. En outre, les focus-group devront favoriser une meilleure appréciation de la prise de conscience par les populations des conséquences des changements climatiques, ainsi que des types de rapports entre les différents acteurs. En résumé, les focus groups seront utilisés pour :

- ✓ Avoir une compréhension complète du sujet que l'on étudie ;
- ✓ Fournir un portrait exact de la réalité telle qu'elle est vécue ;
- ✓ Evaluer et analyser les besoins ;
- ✓ Formuler les interventions ;
- ✓ Améliorer des programmes existants ;
- ✓ Orienter des politiques.

Ces discussions permettent de recueillir aussi bien les points de convergences que les points de divergence des participants, de fouiller le pourquoi et le comment des

phénomènes.

### **7.3 Les entretiens de groupe**

Les entretiens de groupe n'ont pas les contraintes du FGD. Ils sont plus libres et n'ont pas d'exigence de nombre ou de lieu de discussion. Il s'agit pour le facilitateur de réunir des groupes ayant de l'intérêt pour le thème et volontaires à s'exprimer et à réaliser des consensus sur le sujet et à avoir des débats contradictoires permettant au facilitateur de collecter des informations reflétant les représentations, positions, points de vue des groupes en question. En outre, l'évaluateur utilisera l'un des deux outils que sont l'analyse du champ de forces et le cadre H pour l'animation des entretiens de groupe. Enfin, concernant les entretiens collectifs, ils serviront à mieux saisir les interactions entre les acteurs en général (GIE, populations, partenaires, etc.). Les critères de constitution des groupes d'entretiens seront définis avant le départ sur le terrain.

### **7.4 Utilisations des méthodes actives de recherche participative et de planification (MARP) telles que les champs de force et les Cadres H**

L'objectif de la MARP est de responsabiliser la communauté et pas uniquement l'impliquer dans le recueil des données. La vision à long terme de la MARP est de permettre à la communauté d'analyser ses propres problèmes, de définir ses propres priorités et de concevoir un plan pour apporter des solutions à ces problèmes.

#### **7.4.1 L'analyse du champ des forces**

L'analyse du champ des forces permet une comparaison entre les forces favorables et celles défavorables. La démarche consiste pour l'évaluateur à demander, selon un brainstorming, aux personnes réunies en groupes de discussion d'énumérer les forces, les atouts et les facteurs défavorables dans le domaine en question. La discussion de groupe qui s'enclenche permet de mesurer ensuite le degré de prise de conscience du groupe sur son vécu.

#### **7.4.2 Cadre H**

Dans le cadre de cet outil, l'évaluateur procède de la même manière que pour le champ des forces en identifiant une question centrale au départ autour de laquelle on identifie les forces et les faiblesses en les comparant et en hiérarchisant les facteurs favorables et défavorables (les plus prioritaires ont un poids variable de 5 à 1). Une seconde question portant sur les solutions à préconiser permet d'interroger les interviewés en groupe sur les éléments de recommandation en rapport avec la première question centrale qui structure cet outil. Les deux (2) questions centrales sont mises au milieu de la figure, la première au dessus de la seconde en laissant un espace entre les deux, et les deux questions centrales sont bordées de part et d'autre par les facteurs favorables et défavorables de manière descendante (soit du plus important au moins important). De cette façon, les résultats sont visualisés et on dispose ainsi d'un outil d'aide à la décision d'un maniement facile et d'une forte

lisibilité.

#### 7.4.3 Les entretiens individuels semi-structurés

Ils sont également appelés entretiens semi-directifs. Ils se caractérisent par l'utilisation d'une grille d'entretien mais cela n'impose pas une standardisation de la forme et de l'ordre des questions comme c'est le cas avec le questionnaire. C'est un type d'entretien fréquemment utilisé en sciences sociales qui consiste à faire produire par l'enquêté un discours plus ou moins linéaire avec le minimum d'intervention de la part de l'enquêteur. Il s'agit de provoquer ce discours, après accord avec l'intéressé, puis de le faciliter pour explorer les informations dont dispose l'enquêté à ce sujet, c'est-à-dire ce qu'il peut dire à ce sujet.

Les entretiens individuels auront pour but de collecter le maximum d'informations auprès des acteurs interrogés et porteront sur les diverses thématiques de l'étude.

Pour l'application des FGD, des entretiens de groupe et des autres outils de la MARP, des guides, des questionnaires et des grilles seront élaborés et administrés par des experts juniors (enquêteurs) dans les six (06) zones éco géographiques. Ces outils s'appliquant aux acteurs à la base, un échantillon représentatif sera tiré, par le truchement des organisations faïtières des producteurs, des associations de consommateurs, des ONG, à l'occasion des ateliers interrégionaux par Zone éco-géographique.

#### 7.4.4 Synthèse des outils

Si notre cabinet est sélectionné, les experts présenteront les différents outils envisagés pour chaque thématique.

<b>THEMATIQUES ABORDEES</b>	<b>OUTILS ENVISAGEES</b>

Sous le rapport de ce qui précède, ce processus participatif permettra d'analyser les performances des différents secteurs de l'Agriculture en lien avec les changements climatiques et de décliner des perspectives en considérant à la fois les avis et préoccupations tant des populations agricoles et acteurs ruraux que des pouvoirs publics et de l'administration, mais également des différents partenaires au développement (Partenaires Techniques et Financiers – PTF, ONG d'appui, Instituts de recherche, Organisation de Solidarité Internationale).

Elle permettra au consultant dans le cas spécifique de la présente étude de mener

un travail de recherche rapide et participative auprès des services techniques et autres acteurs, représentatifs des dynamiques sur l'ensemble du territoire national.

En effet, l'atteinte des objectifs recherchés dans le cadre d'une action d'analyse des performances, donc d'appréciation des résultats de politiques et d'actions de développement, ne peut être effective à partir des seules investigations au niveau institutionnel et administratif. Dans le cadre de l'étude sur l'analyse des performances et d'identification des perspectives, cet aspect est d'autant plus vrai qu'il s'agit de la réalisation d'une recherche qui se veut ciblée et multi-acteurs, donc dépendant à la fois des stratégies locales mais également des politiques régionales (Programmes Régionaux de Développement Agricole – PRDA...) et nationales.

Il s'agira ici durant tout le processus d'aménager des espaces et dérouler l'approche pédagogique qui permet de réaliser les quatre niveaux de la participation :

- ✓ Les populations participent au processus de recherche qui conduit à l'analyse de leurs résultats et à l'identification de leurs projets et objectifs de développement ;
- ✓ Le processus met en place toutes les conditions qui permettent aux populations ou leur représentants d'assumer une pleine responsabilité dans l'exécution de l'étude ;
- ✓ Les populations participent à l'analyse et à la validation des résultats de l'étude ;
- ✓ Une mesure n'est exécutoire que si et seulement si elle est validée par les structures d'accompagnement, de pilotage et/ou de suivi mise en place par les principaux acteurs de différents niveaux, conformément aux indications de sécurisation des décisions préconisées par la DGP et le PNUD.

La prise en charge correcte de ces questions permet de dérouler une méthodologie pertinente qui garantit, une participation effective à l'élaboration d'un document partagé.

L'observation de telles préoccupations permettra d'assurer également une appropriation effective du processus d'analyse par les populations d'une part et par l'ensemble des autres acteurs institutionnels, d'autre part.

## **8 Saisie Analyse et traitement des données**

Les données qualitatives issues des entretiens après être transcrites sous la forme d'un corpus seront analysées de façon thématique à l'aide du logiciel Atlas.

Pour les données quantitatives les logiciels Excel et SPSS (Statistical Package for Social Sciences) seront utilisés

Certaines données seront traduites sous forme de cartes avec le logiciel ArcView.

## **9 PLANNING D'EXECUTION DES ACTIVITES**

**PLANNING DES ACTIVITÉS pour Elaboration RNDH Edition 2009**

ACTIVITES	Semaine1	Semaine2	Semaine 3	Semaine 4	semaine 5	Semaine 6
<b>PREPARATION MISSION</b>						
Prise de contact	■					
Mobilisation des experts consentis						
Préparation de la note méthodologique						
Présentation de la note méthodologique au Comité de pilotage						
Identification et choix des thèmes						
Echantillonnage						
Elaboration des outils de collecte						
Identification des cibles (personnes services, ONG...)						
Recrutement de Facilitateurs et enquêteurs						
Formation des enquêteurs, Test des outils						
<b>COLLECTE DE DONNEES PRETRAITEMENT</b>						
Revue documentaire	■					
Entretiens au niveau national						
Entretien régional (Dakar)		■				
Entretiens autres régions						
Premier Atelier interrégional						
Prétraitement des données recueillies			■			
Poursuite des Ateliers (5)						
Ateliers interrégionaux/zones écogéographique				■		
Prétraitement						
<b>ANALYSE TRAITEMENT DE DONNES PRODUCTION DU RAPPORT ROVISOIRE</b>						
Analyse et traitement des données				■		
Rédaction du Rapport/ Draft						
Mise en commun						
Correction du rapport provisoire						
<b>Dépôt Rapport Provisoire pour validation</b>						■
<b>PRODUCTION RAPPORT FINAL</b>						
Atelier de Validation du comité Technique						
Forum National						
Correction du rapport						
Depot Rapport Final						

## **10 CV DES EXPERTS PROPOSES**

## CURRICULUM VITAE

**Prénom et nom :** Bakary DOUCOURE  
**Poste Proposé** Expert Coordonnateur de l'étude  
**Date et lieu de naissance :** 31 août 1975 à Kédougou (Sénégal)  
**Téléphone :** (00 221) 77 203 67 52  
**E-mail :** [doucoubakary@yahoo.fr](mailto:doucoubakary@yahoo.fr)

### PRINCIPALES QUALIFICATIONS

- Sociologie du travail et des organisations
- Sociologie rurale
- Sociologie du développement
- Anthropologie
- Démographie
- Développement local
- Gouvernance

### EDUCATION

**2004-2006 :** Doctorat en Sciences sociales et Démographie, Université René Descartes-Sorbonne (Paris V).

**1998-1999 :** DEA Sociologie/anthropologie, Université de Provence (Aix-Marseille I).

**1997-1998 :** Maîtrise de sociologie, Université de Provence (Aix-Marseille I).

**1996-1997 :** Licence de sociologie, Université de Provence (Aix-Marseille I).

**1994-1996 :** DEUG de sociologie, Université de Provence (Aix-Marseille I).

**2007-2008 :** Inscrit en deuxième année de Sciences juridiques à l'UCAD.

**1999-2003 :** Doctorat en anthropologie sociale, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris (EHESS).

### LAUREATS ET DISTINCTIONS

**Octobre 2008 :** Lauréat de la Série d'interventions méthodologiques du CODESRIA.

**Mai 2008 :** lauréat du deuxième concours de dissertation du CODESRIA portant sur le thème « La décolonisation des sciences sociales en Afrique : un programme inachevé ».

### EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

#### ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

**Mai 2009-Octobre 2009 :** projet LARTES-UNICEF sur l'étude des dynamiques de la pauvreté et des transformations sociales au Sénégal : membre de l'équipe de recherche sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, responsable du module « caractéristiques sociodémographiques », appui au suivi des enquêtes qualitatives, appui à l'analyse des données qualitatives sur les transformations des structures familiales.

**2007-2008 :** Chargé de cours à l'Université de Ziguinchor [80 heures de cours théoriques et pratiques en Sociologie générale, en Méthodologies de recherche en sciences sociales et en sociologie de l'éducation]

**2008-2009** : Chargé d'enseignement en sociologie/anthropologie à l'Université de Ziguinchor pour les étudiants de L1 et L2 Sociologie et Agroforesterie [134 heures de cours théoriques et pratiques en sociologie générale classique et contemporaine, et en sociologie rurale].

## **CONSULTANCES**

**Juin 2009-juillet 2009** : Sociologue/consultant dans « l'étude comportementale sur la tuberculose auprès de la communauté » pour le compte du PNT: appui à la coordination de l'étude, appui à l'analyse des données de l'enquête C.A.P. (connaissances, attitudes et pratiques), appui à la rédaction du rapport.

**Novembre 2008 - janvier 2009** : Sociologue/Consultant au LARTES chargé du « Diagnostic organisationnel des GIE producteurs de sel dans les zones de Kaolack et de Fatick » pour le compte de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) : élaboration des outils du diagnostic, enquête de terrain, analyse des données et rédaction du rapport d'étude.

**Septembre-octobre 2008** : Consultant national chargé de la coordination de l'ESAMU (Enquête de Sécurité Alimentaire en Milieu Urbain) au Programme Alimentaire Mondial/World Food Programme des Nations Unies : élaboration du protocole d'enquête avec l'ANSD, rencontre et entretiens avec les partenaires, élaboration des outils quantitatifs et qualitatifs, organisation et animation des ateliers de travail, revue documentaire.

**Depuis juillet 2008** : Chercheur associé au Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES) : appui à l'analyse des données quantitatives sur la pauvreté chronique au Sénégal, participation à l'élaboration du document final de l'étude sur « la protection sociale des enfants en Afrique de l'ouest. Etude de cas du Sénégal » coordonnée par Prof. Abdou Salam FALL.

**Novembre 2006** : Auditeur des achats à titre bénévole pour l'ONG OXFAM France : mission « optimisation des achats » (analyse des besoins, recherche de fournisseurs, analyse des prestations en termes de coûts et d'éthique et recommandations à l'ONG).

**Juin 2006** : soutenance d'une thèse de doctorat intitulée : « Travailleurs informels et travailleurs protégés à l'épreuve des précarités professionnelles : précarité informelle, précarité formelle et précarité au Sénégal. Contribution à l'étude socio-anthropologique des précaires sénégalais ».

**2003-2004** : Mise en place d'un « café littéraire » et animation d'un groupe de rencontre scientifique (chercheurs et doctorants en sciences sociales, économie, gestion et management) à la CIUP, Maison des Provinces de France.

**2003-2004** : Enquêteur à ADIV Marketing, MV2 CONSEIL et KHI2/BVA.

**1999-2003** : Doctorant en anthropologie sociale à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris (EHESS), membre du laboratoire de recherche « Centre d'études africaines » (C.E.A) ; Recherches et Enquêtes de terrain sur les pratiques et les statuts des marabouts africains en France (Marseille et Paris).

1997-1998 : stage à l'ONG « GADEC », participation à plusieurs missions sur le terrain (en milieu rural) avec les techniciens et contact avec les populations rurales visées par l'action du GADEC.

#### RAPPORTS, MEMOIRES ET PUBLICATIONS

- **Diagnostic organisationnel des GIE producteurs de sel à Kaolack et à Fatick**, Rapport d'étude, Février 2009, CLM (Cellule de lutte contre la malnutrition), 50p.
- « **De l'époque coloniale à nos jours : quelle pertinence pour les sciences sociales en Afrique** », Actes du colloque international sur la décolonisation des sciences sociales en Afrique (7-9 mai 2008), CODESRIA Interventions Series.
- « **Le principe de masla au Sénégal : du compromis vertueux à l'hypocrisie sociale** », in quotidien L'Observateur, 9 mai 2008.
- « **Notion de transversalité et précarité professionnelle : analyses à partir d'enquêtes sénégalaises** », octobre 2006, 24p.
- **Travailleurs « informels » et travailleurs « protégés » à l'épreuve des précarités professionnelles. (...). Contribution à l'étude socio-anthropologique des précaires sénégalais**, Thèse de doctorat de 3<sup>o</sup> cycle, sous la direction de Jean Copans, Université René Descartes (Paris 5 – Sorbonne), juin 2006, 437p.

#### Compétences en informatique

- Microsoft Word, Microsoft Excel, PowerPoint, Microsoft Works.
- Logiciel de traitement de données qualitatives (ATLAS.ti, NVivo7).  
Recherche assistée par Internet.

#### Langues :

	<u>Français</u>	<u>Anglais</u>	<u>Espagnol</u>	<u>Wolof</u>	<u>Pulaar</u>	<u>Manding</u>
<u>Lue</u>	Excellent	Bien	Bien	Bien	Bien	Bien
<u>Parlée</u>	Excellent	Moyen	faible	Excellent	Moyen	Excellent
<u>Écrite</u>	Excellent	Bien	Moyen	Moyen	Faible	Moyen

Je, soussigné Bakary TOURE, certifie, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Dakar le 05 septembre 2009

## CURRICULUM VITAE

Nom : SONKO  
PRENOM :GNAMBI  
Poste proposé : Agroéconomiste  
Date et lieu de Naissance : en 1967 à Kolda

### Principales qualifications :

**Planification/Evaluation : Différents outils de Gestion axée sur les Résultats - GAR, Approche Cadre Logique, Poverty Impact Assessment (PIA) : – Filières Agricoles : Technologies de la production agricole (plus spécifiquement les productions maraîchères et fruitières), Etudes et Analyse du fonctionnement des filières et des stratégies des acteurs ; – Recherche Agricole Finalisée : Expérimentation Agricole en partenariat avec les Institutions de Recherche et les Organisations de Producteurs ; – Appui aux Organisations de Développement : Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP), Programmes de Renforcement Organisationnel et de Développement Institutionnel, Plans de services notamment pour les Organisations Professionnelles Agricoles – OPA ; – Politiques Nationales : Stratégies Globales et multisectorielles (Réduction de la Pauvreté, Croissance Accélérée), Politiques sectorielles agricoles ; – Etudes socioéconomiques : Enquêtes et analyses de différentes situations à différents niveaux dans le cadre de la mise en œuvre de programmes et projets ; – Décentralisation et Développement Local : Conception ; mise en œuvre et évaluation de PLD et de programmes ou projets d'appui à la décentralisation et au développement local ; – Migration/Développement : Conception et mise en œuvre de Programmes et Projets de co-développementÉducation**

### Expérience professionnelle

#### MISSIONS EN TANT QU'EXPERT – CONSULTANT

Etudes stratégiques sur les Politiques Nationales

**Juillet 2009** : République du Sénégal/ Ministère de l'Agriculture et de la Pisciculture – Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques – DAPS

**Etude conceptuelle : Elaboration du Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme (CDSMT) du Ministère de l'Agriculture et de la Pisciculture (MAP) : Facilitation d'un atelier sur la collecte des informations relatives aux réalisations de 2008 et prévisions (2010-2012) des différentes structures du Ministère ; Elaboration du document CDSMT (Programme triennal du Ministère).**

**Janvier – novembre 2009 (en cours)** : République du Sénégal/ Ministère de l'Agriculture – PDMAS/SAED

**Etude conceptuelle : Expert Agrobusiness (spécialiste filières et mise en marché), dans le cadre de l'étude stratégique portant « Evaluation du potentiel d'irrigation et de diversification dans les moyenne et haute vallées du fleuve Sénégal ».**

**Mars – mai 2008**: République du Sénégal/ Ministère de L'Economie et des Finances – Cellule de Suivi des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté – PNUD

**Etude évaluative : Revue du DSRP 2, Etat d'avancement de la Stratégie de croissance accélérée – SCA et de manière générale l'axe « création des richesses » dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté – DSRP : (i) Animation du Groupe de travail (Composé des partenaires techniques et financiers : Banque Mondiale, USAID, AFD ; Représentants de Ministères, de la Société civile et du Secteur privé) mis en place à cet effet ; (ii) Appui aux différentes administrations des Ministères sectoriels pour la réalisation d'une revue sectorielle et la production d'une contribution ; (iii) Elaboration du rapport de revue de l'axe « création des richesses » du DSRP 2 (Synthèse des contribution de 15 Ministères couvrant 23 secteurs de création de richesses).**

*Août – octobre 2008* : République du Sénégal/ Primature – Secrétariat Permanent de la Stratégie de Croissance Accélérée – SCA

**Etude conceptuelle** : Identification et Formulation des indicateurs de performance de la matrice des mesures du plan d'action de la SCA (les cinq grappes plus l'Environnement des Affaires de Classe Internationale – EACI), Animation d'un processus de concertation et de validation entre experts des différents Ministères, du secteur privé et de la société civile

*Septembre 2008* : République du Sénégal/ Primature – Secrétariat Permanent de la Stratégie de Croissance Accélérée – SCA

**Etude conceptuelle** : Formulation d'une note succincte du projet de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée – SCA (PSMO/SCA), d'un cadre logique et d'un budget, soumis au financement de l'UE dans la perspective du 10<sup>ème</sup> FED

*Août – octobre 2008* : GTZ – République du Sénégal/ Ministère de L'Economie et des Finances – Cellule de Suivi des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté

**Etude conceptuelle** : Identification et Formulation des indicateurs de performance de la matrice des mesures du DSRP 2 : Animation d'un processus de concertation entre experts des différents Ministères, des organisations patronales, syndicales et de la société civile, pour identifier des indicateurs de mesures des performances des politiques de l'Etat en matière de lutte contre la pauvreté, élaboration d'un rapport du processus assorti d'une matrice de mesure des Performances/Résultats du DSRP 2.

*Août – septembre 2008* Coopération Française (Service de Coopération et d'Assistance Culturelle – SCAC) – République du Sénégal/ Direction de l'Assistance Technique

#### **Consultant auprès du groupement de Bureaux d'études CONEXCI/EMAP**

**Etude évaluative** : Evaluation de l'impact des actions mises en œuvre dans le cadre du projet Initiatives de codéveloppement (impliquant les émigrés dans le développement de leur région d'origine), initié par la coopération de la République Française au Sénégal. Six régions du Sénégal, les projets concernés portent à la fois sur la promotion du développement local (Education, Santé, accès à l'eau potable, etc.) et sur la promotion d'activités génératrice de revenu sous forme d'aide au retour de migrants volontaires.

*Avril – juin 2008*: Banque Mondiale – République du Sénégal/ Ministère de L'Economie et des Finances – Cellule de Suivi des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté

**Etude évaluative** : Revue du DSRP 2, Etat d'avancement de la Stratégie de croissance accélérée – SCA et de manière générale l'axe « création des richesses » dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté – DSRP : (i) Animation du Groupe de travail (Composé des partenaires techniques et financiers : Banque Mondiale, USAID, AFD ; Représentants de Ministères, de la Société civile et du Secteur privé) mis en place à cet effet ; (ii) Collecte des informations relatives à l'Etat d'avancement des mesures et actions de croissance accélérée pour la réduction de la pauvreté, auprès des différentes administrations des Ministères concernés ; (iii) Elaboration du rapport de revue de l'axe « création des richesses » du DSRP 2 ; et (iv) Corédacteur du Rapport de synthèse de la revue du DSRP 2 (Rapport Pays).

*Octobre – Novembre 2007* République du Sénégal/ Ministère de la Compétitivité et de la Bonne Gouvernance

**Etude conceptuelle** : Formulation du Projet d'Appui à la Bonne Gouvernance d'Entreprise au Sénégal – PAGEB, en complément au Programme d'Appui au Programme National de Bonne Gouvernance – PAPNBG, soumis au financement de l'Union Européenne

*Juin – juillet 2007* République du Sénégal/ Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture – Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques – DAPS

**Etude conceptuelle :** Appui à l'élaboration du Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme – CDSMT : Articulation avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté – DSRP et la Stratégie de Croissance Accélérée – SCA

*Mai – juin 2007* République du Sénégal/ Ministère de L'Economie et des Finances – Cellule de Suivi des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté

**Etude évaluative :** Etude de Synthèse de la Contribution des programmes et projets à la mise en œuvre des axes stratégiques du DSRP 1.

*Mars – avril 2007 :* République du Sénégal/ Ministère de L'Economie et des Finances – Cellule de Suivi des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté

**Etude évaluative :** Evaluation ex-ante du Projet de la Plateforme de Diamniadio (application de l'Appréciation Préalable de l'Impact sur la Pauvreté – AIP), chargé de mesurer la contribution du projet à l'atteinte des OMD et de l'élaboration d'un plan d'action de mesures d'atténuation des risques et de renforcement des opportunités pour la prise en charge des populations les plus pauvres. L'AIP ou Poverty Impact Assessment – PIA est un outil d'évaluation d'impact, mise au point par l'OCDE en vue d'une harmonisation des interventions des partenaires au développement et un meilleur « *ownership* » des pays bénéficiaires, en matière d'Evaluation des Politiques et Programme de Lutte contre la Pauvreté.

*Novembre Décembre 2006 :* République du Sénégal [Ministère de l'Economie et des Finances/Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux (APIX)]

**Etude conceptuelle :** , Articulation de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) au Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) : Animation d'une équipe d'experts des Ministères de l'agriculture, de l'Economie et des Finances, de l'Economie Maritime, de l'Industrie et de l'Artisanat, du Tourisme et de l'Agence pour l'Investissement et les Grands Travaux – APIX ; Elaboration d'un cadre logique de cohérence.

*Mars – avril 2005 :* République de France – Ministère des Affaires étrangères

**Consultant Senior auprès du Bureau d'études français Evalua,**

**Etude évaluative :** Evaluation rétrospective de la coopération française au Sénégal (pour la période 1994-2003), chargé du secteur rural dont Coopération entre Instituts de Recherche – Etude de cas sur les interventions du CIRAD (Centre de Coopération International de Recherche Agronomique pour le Développement)

#### o Etudes en Appui aux Organisations de Développement

*Novembre – décembre 2008 Handicap International – Programme Burkina Fasso/Niger*

**Etude évaluative :** Enquêtes sur les connaissances Attitudes et Pratiques (CAP) du personnel enseignant et des autres acteurs de l'école au sein de la communauté urbaine de Niamey, en matière d'éducation inclusive ; dans le but d'établir une situation de référence du projet « Education inclusive au Niger », promu par Handicap International et financé par l'Union Européenne (UE).

*Juillet 2008 :* Counterpart International de Mauritanie intervenant dans quatre régions agro-sylvo-pastorales en Mauritanie à savoir le Gorgol, le Guidimakha, l'Assaba et le Hodh El Gharbi

**Consultant** pour la Formation d'Animateurs de développement sur la Méthode Accélérée de Recherche Participative et sur la conception d'un plan d'action communautaire

*Depuis Septembre 2006 (en cours) :* République du Sénégal/Union Européenne – Projet d'appui au Programme National de la Bonne Gouvernance - PNBG – Composante appui aux Acteurs Non Etatiques - ANE

**Consultant d'appui à l'Unité de Gestion du Projet – UGP :**

**Quatre Etudes conceptuelles :** (i) Pour le compte de l'ONG OFAD/NAFORE, Elaboration de 2 projets (Projet d'harmonisation des interventions de développement sanitaire et social dans la région de Kolda et Projet de promotion de politiques locales éducatives dans la région de Kolda) ; (ii) Pour le Compte de l'ONG 7a, Elaboration d'un Projet de promotion d'une Gestion participative des Terres du domaine National dans la région de Kolda ; (iii) Pour le compte de l'Association de Jeunesse Agricole de Casamance – AJAC, Elaboration d'un Projet de Sensibilisation dans la Perspective de la Réforme Foncière dans la région de Kolda

**Etude évaluative :** Evaluation technique et financière ex ante des propositions de projets des ANE pour l'acquisition d'un financement de l'Union Européenne : 12 Projets nationaux et régionaux dont 4 portant sur la structuration de services pour une production agricole durable et 5 sur le renforcement de la participation de la société civile à la décentralisation et à la gouvernance locale et 3 sur le renforcement des capacités des ANE

**Facilitation :** – Formateur en Gestion du Cycle de Projet, Approche Cadre Logique (animation de plusieurs ateliers de formation de responsables d'Organisation de la Société Civile – OSC, d'organisations syndicales et de Patronat) et – Facilitateur de Fora régionaux pour l'identification des besoins en renforcement de capacités des ANE.

**Septembre 2006 :** ONG ENda-Graf/Sahel

**Etude conceptuelle :** Elaboration d'un programme National de communication et d'appropriation du DSRP par les OSC et les Institutions locales : Sur l'ensemble des 441 collectivités locales du Sénégal

**Août 2006 :** ONG Kora – Programme Ressources – Développement ; Frères des hommes France et Frères des hommes Italie

**Etude conceptuelle :** Elaboration d'un programme national de professionnalisation de l'artisanat conformément aux orientations du DSRP : sur huit régions du Sénégal (Dakar, Thiès, Kaolack, Fatick, Saint Louis, Louga, Tambacounda et Diourbel)

**Août -septembre 2004 :** CONGAD/Plate forme des ONG du Sénégal

**Consultant auprès de l'APAPS** (Association pour la Promotions des Activités des Populations Sénégalaises),

**Etude évaluative :** Evaluation de la contribution des ONG au plan d'action de Beijing ; collecte de données auprès de responsables d'ONG, administration centrale, groupements bénéficiaires ; exploitation et analyse (Région de Dakar)

o **Etudes socioéconomiques**

**Depuis janvier 2008 (en cours)** République du Sénégal/ Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture – Banque Africaine de Développement – BAD

**Consultant auprès du groupement STUDI–International/SACI**

**Etude conceptuelle :** Etude Socioéconomique, dans la perspective de l'aménagement de 10 vallées pour l'appui à la riziculture et à l'horticulture dans la région de Kolda

**Juillet - Août 2007** République du Sénégal/ Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture – Banque Africaine de Développement – BAD

**Consultant auprès du groupement STUDI–International/SACI**

**Etude conceptuelle :** Enquêtes et analyse Socioéconomiques dans les régions de Fatick, Tambacounda et Kolda, dans la perspective de l'aménagement de mares pastorales

**Avril – mai 2007** – République du Sénégal – Banque Mondial

### **Consultant auprès du Bureau d'étude BRL/ Ingénierie**

**Etude évaluative :** Evaluation d'impact du Plan de Gestion des eaux du lac de Guiers, chargé des aspects socioéconomiques et des Institutionnels

**Janvier – mars 2006 :** République du Sénégal – Banque Mondiale : Agence du Fond de Développement Social (AFDS)

### **Consultant auprès du Cabinet d'études Trait d'Union Nord – Sud**

**Etude évaluative :** Evaluation de l'impact du projet sur la Réduction de la pauvreté (axes stratégiques du DSRP dont le premier pilier est le développement agricole) et sur la mise en œuvre des plans locaux de développement et plans d'investissement communaux des collectivités locales touchées : supervision de la collecte de données au niveau de 5 régions, 23 collectivités locales, analyse synthèse et production du rapport d'évaluation

**Février – mai 2004 :** République du Sénégal – Banque Mondiale : AFDS

### **Consultant, Chef d'équipe d'enquêtes auprès du Groupement Agri Consulting Maroc/APAPS Sénégal**

**Etude Evaluative :** Enquêtes Socioéconomiques auprès des bénéficiaires pour l'évaluation du niveau de satisfaction de leurs besoins par les services rendus par l'AFDS » (quatre régions du Sénégal : Fatick ; Kaolack ; Louga et Kolda).

### **o Etudes sur la Décentralisation et le Développement Local ;**

**Juin – juillet 2005 :** PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement)/République du Sénégal - Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP)

### **Consultant auprès du Cabinet d'études Trait d'Union Nord – Sud**

**Etude Conceptuelle :** Elaboration du Plan de Développement du Quartier Ndiorno de la commune de Niandane, département de Podor, région de Saint Louis, diagnostic et planification participatifs (en harmonie avec les orientations du DSRP), Analyse spécifique du secteur agricole (production de banane et maraîchage)

**Mai 2005 :** Coopération Allemande/République du Sénégal – Programme Bassin Arachidier (PBA)

### **Consultant auprès du Cabinet d'études Trait d'Union Nord – Sud**

**Etude évaluative :** Evaluation de Plans locaux de développement dans dix communautés rurales des régions de Kaolack et de Fatick : impact sur la réduction de la pauvreté (axes stratégiques du DSRP).

### **MISSIONS EN TANT QUE RESPONSABLE D'ONG ET DE PROJET**

**Juillet 1993 à février 2004 :** GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural), ONG de droit Français

**Juillet 2002-février 2004 :** *Coordinateur Sénégal :*

- o *Suivre et coordonner des activités du Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL) axé sur l'accompagnement des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en oeuvre de PLD (Plan Locaux de Développement) sur les régions de Tambacounda, Saint-Louis et Ziguinchor (3 équipes). Identification et montage de projets pour les différentes antennes du GRDR implantées au Sénégal.*
- o Représenter Institutionnellement, Formulation de projets et Négociation auprès des bailleurs et autres partenaires, Implication directe dans les activités de terrain.
- o Clôturer le Programme d'Appui aux Initiatives de Base (Accompagnement de 15 organisations communautaires de base).

- Appuyer et conseiller l'Union des Producteurs Horticoles du département de Bakel - UPHORBAK et cinq centrales paysannes d'appui ;
- Assurer le Secrétaire du comité de pilotage du programme Caisses Locales d'Epargne Crédit du département de Bakel.
- Coordonner la mise en œuvre nationale d'un Programme d'Implication des Migrants dans le Développement de leur Région d'origine (PIMDERO) : animation auprès d'associations de migrants au sein de foyer en France, élaboration et mise en œuvre de projets de co-développement association de migrants/collectivités locales dans les pays d'origine ; Egalement promotion d'une production horticole en vue d'une exportation de fruits et légumes à long terme vers la France ;
- Suivre des projets appuyés par le Programme Développement Local Migration dans le secteur de la production horticole (Bananeraie, plantations d'agrumes, cultures maraîchères) ;
- Responsable Administratif et Financier (R.A.F) : Montage de budget et suivi budgétaire, Tenue de comptabilité sur CIEL/Compta, Etat financier, Gestion du personnel (retraite, sécurité social, impôts, etc.).
- Rédiger des rapports techniques et financiers, semestriels et annuels des activités menées au niveau du Sénégal

**De octobre 2000 à juin 2002 : Coordinateur de l'antenne de Matam, chargé de :**

Conduire le PAIDEL sur les départements de PODOR et de MATAM :

- Soutenir les collectivités locales partenaires, à mettre en œuvre un processus de développement local : - appui au Conseils ruraux pour la mise en place d'une démarche participative et itérative de diagnostic et de formulations de propositions d'actions de développement - identification des acteurs de la communauté rurale et analyse de leurs stratégies - mise en place et animation de cadres de concertation pour le pilotage du processus de diagnostic - identification et formation d'animateurs locaux - recrutement et suivi-évaluation de cabinets de consultants pour la conception d'outils et la formation des animateurs locaux - supervision des travaux d'enquête des animateurs - rédaction de Plan Locaux de Développement (PLD) – élaboration de plans d'investissement (plan d'investissement local et plan d'investissement annuel) - mise en place et animation des instances locales de mise en œuvre de PLD – appui à la recherche de bailleurs de fonds pour le financement des actions retenues dans le cadre du PLD (Fundraising) – appui à l'élaboration de DAO (Dossiers d'Appel d'Offre) et à la passation des marchés
- Mettre en oeuvre un Programme d'Implication des Migrants dans le Développement de leur Région d'origine (PIMDERO) : animation auprès d'associations de migrants au sein des foyers en France, élaboration et mise en œuvre de projets de co-développement associations de migrants/collectivités locales dans les pays d'origine.
- Renforcer les organisations des producteurs : Réseau des Associations du Fuuta (Podor et Matam) et l'organisation professionnelle des horticulteurs du département de Matam ;
- Soutenir les artisans du département de Matam : élaboration d'un programme d'appui à la micro entreprise rurale dans le département de Matam ;
- Représenter Institutionnellement L'ONG au niveau régional : relations avec les autorités administratives et les partenaires au développement ;
- Gérer le parc automobile et les équipements logistiques ;
- Signataire du compte bancaire du GRDR à Matam, chargé d'effectuer l'ensemble des retraits pour les besoins des équipes sur le terrain, a ce titre, tenue d'une comptabilité de premier niveau sur excel.
- Rédiger des rapports semestriels et annuels des activités de l'Antenne

Au sein du Programme pour le Développement de l'horticulture dans le département de Bakel (HORTIBAK), haute vallée du fleuve Sénégal et de la Falémé – Convention entre la Caisse Française

de Développement (CFD) et la République du Sénégal – r troced e au GRDR, pour exécution technique et financière

**juillet 1996 à septembre 2000 : Assistant au Chef de projet, Responsable de l'appui à la filière, chargé de :**

Renforcer l'organisation professionnelle des producteurs ; conduire l'expérimentation de techniques culturales et de production de semence en milieu paysan ; Diriger l'appui/conseil aux producteurs sur l'exploitation (un dispositif de 3 conseillers agricoles) ; Animer un comité paysan d'octroi des subventions du projet ; Accompagner les autres acteurs de la filière (amont et aval) : – appui à des opérateurs économiques (revendeurs d'intrants, commerçants, etc.) et à des transformatrices de fruits et légumes (analyse et amélioration des stratégies d'organisation de leurs activités) ; Concevoir et mettre en œuvre des plans de formation technique et organisationnelle des producteurs et responsables de leurs organisations

Rédiger des rapports semestriels et annuels des activités menées ;

Accompagnement de producteurs pour l'exportation de Gombo vers la France.

**juillet 1993 – juin 1996 : Assistant au Chef de projet, Responsable de l'expérimentation agricole et de l'appui à l'aval de la production, chargé de :**

– Concevoir et mettre en œuvre un programme d'essais et de production de semences en milieu paysan, en collaboration avec le Centre pour le Développement Horticole - CDH/ISRA, le Projet de Semences L gumi res - PSL et les Organisations Paysannes – OP (dans ce cadre, conduite d'échanges entre les producteurs de semences de Bakel et ceux du cercle de Kayes au Mali) ; – Réaliser des marchés de groupage des productions (loumas) en collaboration avec les élus locaux, les producteurs et les opérateurs économiques :  tudes socio-économiques, conception des plans, contractualisation avec des entreprises de BTP, suivi des constructions, mise en place de comités de gestion des marchés ; – Accompagner la mise en place de micro entreprises rurales : (magasins d'intrants ; unités de production de petit matériel agricole et unités artisanales de transformation de fruits et légumes pour le compte de GIE de femmes) ; – Mettre en place des unités de conservation : abris séchoirs d'oignon pour le compte de groupements de promotion féminine et de producteurs individuels ; – Impulser et accompagner une dynamique d'action collective des producteurs en vue de pallier aux difficultés de commercialisation (renforcement de leurs capacités de négociation avec les autres acteurs de la filière) ; – Rédiger des rapports trimestriels et annuels.

**Mars 1992 – juin 1993, Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) – CDH, Dakar– Sénégal**

**Assistant à la recherche, chargé de :**

Conduire des essais de recherche et d'expérimentation : mise en place, suivi des opérations culturales et des observations en cours de culture et post récolte, gestion d'une équipe de trente (30) ouvriers, participation à l'élaboration de protocoles d'essais

**Janvier– mai 91 – Entreprise agricole TOTRABA – Zone des Niayes Dakar :**

**Responsable de la production, Stagiaire**

Conduite des travaux d'exploitation et de l'organisation du conditionnement des récoltes de tomates cerise pour l'exportation vers la France

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES**

**Octobre 2000 à février 2004**

**Membre du conseil d'administration du GRDR, Représentant de l'Afrique (Mali, Mauritanie et Sénégal) Chargé de :**

- Animer le processus de formulation du projet associatif de l'ONG dans les trois pays du Bassin du Fleuve Sénégal (BFS) : Mali, Mauritanie et Sénégal.

**Participer aux Assemblées Générales annuelles à Paris pour représenter Articles**

Rédaction de plusieurs notes de contribution aux différents CA et AG.

**Membre du comité consultative du fond social de développement et des associations de solidarité internationale (Ambassade de France) :** Evaluation technique et financière des programmes et projets de développement, soumis au financement du FSD (Fond Social de Développement) par des associations

Sénégalaises et Françaises, d'une part; des programmes et projets de développement, soumis au financement du Guichet ONG du Ministère Français des Affaires Etrangères par des ONG françaises, dans le cadre de leur intervention au Sénégal, d'autre part.

***De octobre 2000 à juin 2002***

**Responsable de la cellule régionale du CONGAD dans la région de Matam, chargé de :**

Coordonner et Animer les activités d'échanges inter ONG au niveau de la région de Matam ;

***Sept. 1990 – juin 1991*** - A titre privé et pendant la formation en Brevet de Technicien Horticole - Dakar

**Conduite d'une micro exploitation horticole de 1000m<sup>2</sup> dans les bas fonds de Cambéréne :**

Production de tomate de table et de fraises à partir de plants importés de Sologne en France.

PRODUCTIONS

***Décembre 2008***

Rapport de l'enquêtes CAP, pour Handicap international/Programme Burkina/Niger

***Juin 2008***

Rapport de revue de l'axe 1 du DSRP 2 « création des richesses » ;

Rapport de synthèse de la revue du DSRP 2 (Co-rédaction)

***Décembre 2007***

Rapport d'études socioéconomiques pour l'aménagement des mares pastorales dans les régions de Fatick, Tambacounda et Kolda

***Novembre 2007***

Projet d'Appui à la Bonne Gouvernance d'Entreprise au Sénégal – PAGEB

***Juillet 2007***

Plan d'action National pour le renforcement des capacités des ANE (Synthèse des Plans d'action régionaux)

***Mai 2007-***

Corédacteur du Rapport d'évaluation d'impact du Plan de Gestion des eaux du lac de Guiers et du Plan de Gestion Environnementale et sociale

***Avril 2007***

Corédacteur du rapport d'évaluation ex Ante (Appréciation Préalable de l'Impact sur la Pauvreté) du projet de la Plateforme de Diamniadio

***Janvier- mars 2007***

Projet de Sensibilisation dans la Perspective de la Réforme Foncière dans la région de Kolda pour le compte de l'AJAC (organisation paysanne) ;

Projet de promotion d'une Gestion participative des Terres du domaine National dans la région de Kolda, pour le compte de l'ONG « 7a » ;

Projet de Promotion de Politiques Educatives Locales dans la région de Kolda, pour le compte de l'ONG OFAD/NAFOORE ;

Projet d'Harmonisation des Interventions de Développement Sanitaire dans la Région de Kolda, pour le Compte de l'ONG OFAD/NAFOORE.

***Décembre 2006***

Cadre Logique de l'articulation de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) au Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de la République du Sénégal

***Septembre 2006***

Programme National de sensibilisation et de communication pour l'appropriation du DSRP par les OSC et les Conseil d'élus locaux du Sénégal – pour le compte de ENDA – GRAPH / SAHEL

***Août 2006***

Programme National (huit régions) d'appui à la professionnalisation de l'artisanat – pour le compte de l'ONG KORA – Programmes – Ressources

***Mars 2006***

Rapport d'Evaluation d'impact du PFDS sur la réduction de la pauvreté et les axes stratégiques des Plans Locaux de Développement (PLD-PIC)

***Juillet 2005***

Plan de développement du quartier Ndiorno de la commune de Niandane (pour le compte du PAREP)

***Juin 2002***

Plan Local de Développement (PLD) de la communauté rurale de Pété

***Février/mars 2002, pour le compte du GRDR***

Programme d'appui aux initiatives de développement local, dans les départements de Bakel, Matam et Podor et la région de Ziguinchor, soumis au financement de l'Union Européenne

***Décembre 2001, pour le compte du GRDR***

Programme d'appui à la micro-entreprise rurale dans le département de Matam

***Avril 2000 – CNEARC Montpellier - France***

Propositions pour la réorganisation de l'Union des Producteurs Horticoles du Département de Bakel, Note de fin de formation sur le Module Organisation des Producteurs du Master VOPA

***Septembre 1997, pour le compte de la coopération décentralisée Aptes (commune française) / Bakel***

Rapport de Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP) de l'Association pour l'Eradication de l'Analphabétisme à Bakel (AERAB)

***Juillet 1997, pour le compte du GRDR***

Rapport d'Etude comparative de trois systèmes d'irrigation pour l'exploitation de la famille KONATE à Soringho, département de Matam

Rapport d'Etude pour la mise en valeur du périmètre maraîcher du groupement de promotion féminine de Soringho

Rapport d'Etude diagnostic sur le système d'irrigation du périmètre du GIE Futa de Kanel, département de Matam

***Décembre 1996, pour le compte du Centre d'Echange et de Formation Pratique (CEFP) de Bakel, géré par des associations sénégalaises, Maliennes et Mauritanienes***

Etude diagnostic et prospective pour la rentabilisation du terrain agricole, dans le cadre de l'installation d'anciens salariés

***Mai 1996, pour le compte du GRDR***

Programme d'appui Institutionnel à l'association des maraîchers, "Catal remoobe", des communautés rurales de Kothiary et Koulor, dans le département de Bakel

***Janvier 1993, pour le compte du GIE Hydro-sahel***

Etude de faisabilité d'un périmètre horticole, financé par AGETIP, dans le cadre de la relance du projet fruitier de Darou Ndoye, Mboro (région de Thiès)

*Avril 1991*

Circuits et acteurs de l'exportation de la tomate cerise vers l'Europe – Mémoire de fin d'études en BTH

#### FORMATION CONTINUE ET PROFESSIONNELLE

*Septembre 2001 – Centre de Formation de Rambouillet – Paris – France*

Décentralisation et Développement Local : - Politiques de décentralisation en Afrique ; - Méthodologie et outils pour la mise en œuvre d'un processus de planification locale ; - Procédé de mise en place et d'accompagnement de cadres de concertation entre élus et société civile en vue de l'élaboration et la mise en œuvre concertées de Plans Locaux de Développement - PLD.

*Avril 2000 - Centre d'Etudes Agronomique des Régions Chaudes (CNEARC) - Montpellier - France*

ORGANISATION DES PRODUCTEURS – Sociologie des organisations, Module majeur du MASTER européen en Vulgarisation et Organisation Professionnelle Agricole (VOPA),

*Janvier 1995 – Centre d'Echanges et de Formations Pratiques (CEFP) de Bakel*

Politiques de développement : - Stratégies Nationales et Locales ; - Processus de Conception, de Planification et de Mise en œuvre

*Juillet 1994 – CEFP/GRDR*

Processus de Recherche Accéléré : Formation aux différentes Méthodes de recherche participative (MARF, Analyse Socioéconomique Selon le Genre – ASSEG)

*Juillet 1993 – HORTIBAK/Projet Semences Légumière*

Production de semences : Techniques et Réglementation

*1988 – 1991 – Centre de Formation Professionnelle Horticole – Dakar*

Brevet De Technicien Horticole (BTH), avec Mention Très Bien : Sciences agronomiques ; Socio économie rurale et Gestion des exploitations agricoles

#### FORMATION COMPLEMENTAIRE/SEMINAIRES ET ATELIERS

*Décembre 2006 – Programme d'Appui au Programme National de la Bonne Gouvernance – Unité de Gestion de la Composante Acteurs Non Etatiques*

Lignes Directrices de l'Union Européenne

*Mai 2003 AFDS/CONGAD*

Atelier National sur la Contribution des acteurs de la société civile à la mise en œuvre des programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté

*Novembre 2002 – Centre d'Echanges et de Formations Pratiques (CEFP) de Bakel - GRDR*

Suivi- Evaluation des Politiques, programmes et Projets de Développement : Méthodes et outils

*Juillet 2002 – CONGAD*

Symposium Sous régional des Organisations de la Société Civile – OSC sur le NEPAD

*Janvier 2000 - organisé par le GRDR - Dakar*

Séminaire sous régional (Sénégal, Mali et Mauritanie) sur le thème Migration – développement, suivi d'une table ronde sur les conflits dans le bassin du fleuve Sénégal, chargé d'introduire et d'animer le thème de cette table ronde

*Mars 1999 - organisé par le GRDR, le PROMER et le CEFP - Bakel*

Séminaire sous régional (Sénégal, Mali et Mauritanie) sur les échanges horticoles, Animateur de l'atelier : rôle des organisations des producteurs dans l'approvisionnement en facteurs de production

*Octobre 1998 - organisé par la FAO et le CDH - Région de Dakar*

Séminaire sur la Micro irrigation en horticulture

*Juin 1995 - FAO/ISRA - Dakar*

Rencontre tripartite Sénégal, Belgique et FAO sur les Contraintes sur le développement de l'horticulture au Sénégal pour l'exportation

#### CONNAISSANCES EN INFORMATIQUE

**Environnement WINDOWS :** Bonne maîtrise de WORD, EXCEL, CIEL compta, Sage Compta, Power Point et connaissances passables sur ACCESS, SPSS et SPHYNX

#### *Langues :*

	<u>Français</u>	<u>Anglais</u>	<u>Espagnol</u>	<u>Wolof</u>	<u>Pulaar</u>	<u>Manding</u>
<u>Lue</u>	Excellent	Bien	Bien	Bien	Bien	Bien
<u>Parlée</u>	Excellent	Moyen	faible	Excellent	Moyen	Excellent
<u>Écrite</u>	Excellent	Bien	Moyen	Moyen	Faible	Moyen

#### **Attestation :**

Je, soussigné Gnambi SONKO, certifie que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Dakar le 24 juillet 2009

- « Gouvernance et Gestion des Ressources Naturelles et Environnement au Sénégal (Forum Civil/ IFAN) ;
- Migrations internationales en Afrique de l'Ouest (IFAN) ;
- Membre du groupe d'experts Genre et Décentralisation (UNIFEM-IED/AFRIQUE).

## **RESPONSABLE DU DEPARTEMENT ETUDES ET EVALUATION AU SEIN DU CABINET REMIX**

**Février-Juillet 2005**

Mission d'évaluation des Actions Non Gouvernementales Françaises (ONGs et Collectivités locales) de 1994 à nos jours, en collaboration avec le Cabinet CAP-JUBY, Commandité par le F3E et le Ministère des Affaires Etrangères (France).

**Novembre-Décembre 2004**

Animation d'un atelier de formation sur la gestion axée sur les résultats (GAR) auprès du Programme de formation des gestionnaires civils africains francophones pour la consolidation de la paix (PGCAF), CESAG.

**Avril 2004 – Juin 2004**

Mission d'évaluation du programme Micro Finance de World Vision dans la zone nord du Sénégal, de Diagnostic du secteur dans la zone sud et d'Appui dans la création d'une IMF.

**Février – Avril 2004**

Mission de diagnostic du secteur de la Micro finance au Mali et définition de stratégie d'intervention d'OIKOCREDIT, organisation internationale intervenant dans le financement des activités génératrices de revenus des populations défavorisées.

**Nov-Janvier 2004**

Mission de formation des partenaires d'exécution du PLCP en Genre et Développement et Méthodes de Recherches Participatives

**Juin- Septembre 2003**

Préparation du document de stratégie d'intervention de la CONFEJES dans le financement de la micro entreprise pour la rencontre ministérielle de Novembre 2003 à Kigali

## CURRICULUM VITAE

Nom : KAIRE

PRENOM : MAGUETTE

Poste : **Environnementaliste -Développement Durable -changement climatique**

Date et lieu de Naissance 1<sup>er</sup> janvier 1962 à Khombole (Thiès) Sénégal

### Principales qualifications :

#### Environnement

**Population-Environnement** : étude de la dynamique des populations ; Changement climatique (inventaire et mitigation des gaz à effet de serre, séquestration du carbone, adaptation au changement climatique, évaluation des investissements en matière d'adaptation-atténuation) ; Etude d'impact environnemental

#### Changement climatique/ Séquestration de carbone

**Foresterie** : sylviculture ; inventaires forestiers ; aménagement forestier ; gestion forestière ; modélisation de la croissance des formations forestières

**Ecologie** : étude de la dynamique des écosystèmes agrosylvopastoraux ; étude de la biodiversité végétale

**Agroforesterie** : Recherche-Action en agroforesterie pour la co-construction d'innovations agroforestières. Caractérisation et gestion des écosystèmes agroforestiers ; mise au point et gestion de technologies agroforestières ;

**Systèmes agraires** : étude et amélioration des systèmes agraires

#### Éducation

1999 **DOCTORAT "Biosciences de l'Environnement"** Université de Provence Marseille, France

1996 **DEA "Population-Environnement"** Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) Bamako, Mali

1994 **DESS "Protection de l'Environnement et Amélioration des Systèmes Agraires"** Faculté d'Agronomie Niamey, Niger Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA)

1986 **Diplôme: Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts** Ecole Nationale des Cadres Ruraux Bambey, Sénégal

1983 **Baccalauréat Série D** Lycée Malick Sy Thiès, Sénégal

Cette formation académique est complétée par différents séminaires, ateliers colloques, auxquels il a activement participé.

2007 : Atelier régional CSS-Africa sur le Piégeage et le Stockage du Carbone dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre, 6 – 7 Septembre 2007, Dakar - Sénégal

2006 : Atelier INRAP de formation et d'échange autour des démarches et méthodes de Recherche-Action et de Conception de l'Innovation en Partenariat, Sikasso, Mali, 2 au 6 octobre 2006

2003: Atelier sur "Carbon sequestration, land cover monitoring and desertification in the Sahel, organisé par le CSE et Eros Data Center à Saly (Senegal) en mars 2003

2003: Atelier sur "Forests and the Clean Development Mecanism (CDM) in Africa, 22-24 January 2003, UNEP- Nairobi Kenya

2002: Stage à Eros Data Center (USGS, South Dakota, USA) sur la modélisation de la dynamique du carbone dans les sols (modèle CENTURY).

### **Expérience professionnelle**

L'expérience professionnelle de se regroupe dans trois rubriques principales que sont (i) l'enseignement, (ii) la recherche et t et la consultance (iii)

### **Enseignement et Recherche**

Depuis janvier 2008 : Université de Ziguinchor, Sénégal

#### ***Chef du département AGROFORESTERIE***

Coordonnateur régional du projet «Amélioration de la gestion de la biodiversité ligneuse au Sénégal et en Mauritanie» (2006-2007 : AFORNET-ISRA-Université de Nouakchott). Le projet "Amélioration de la gestion de la biodiversité ligneuse au Sénégal et en Mauritanie" avec comme objectif de mettre au point des méthodes et techniques de conservation et de gestion de la biodiversité ligneuse pour la satisfaction durable des besoins des populations en produits naturels

Coordonnateur du projet "Elaboration d'un modèle de gestion intégré des espaces sylvopastoraux: Cas de la communauté rurale de Vélingara". Projet financé par le Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-Alimentaire (FNRAA) et exécuté par le Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS) (2002-2005) : tests de techniques de gestion des troupeaux, définition d'indicateurs de gestion durable des ressources naturelles. Recherche-Action

Coordonnateur national du projet "Land Degradation" (2005-2007 : ICRAF-UNEP-University of Florida, gouvernement de Norvège), projet sous-régional qui regroupe le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie et le Sénégal : ce projet vise la restauration des terres dégradées et la lutte contre la pauvreté à travers l'agroforesterie - renforcement des capacités en comptabilité environnementale- valeurs des services des écosystèmes

1998 – 2007 ISRA / CNRF, Dakar, Sénégal Chargé de Recherches au programme

"Caractérisation et gestion des écosystèmes forestiers et agroforestiers du CNRF:

Point Focal de l'ICRAF (Centre International pour la Recherche en Agroforesterie devenu World Agroforestry Centre) au Sénégal : recherche-action est expérimentée dans le cadre de Communication Participative pour le Développement (CPD) est expérimentée

1989 – 1992 ISRA / CNRF, Nioro (Sud bassin arachidier), Sénégal:

*Assistant de Recherche, responsable des travaux du programme "Agroforesterie" du CNRF :*

1987 – 1989 Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) / Centre National de Recherches Forestières (CNRF), Dahra (zone sylvopastorale), Sénégal:

*Assistant de Recherche, responsable des travaux du programme "Aménagement Sylvopastoral" du CNRF :*

Mise en place et suivi des essais du programme "Aménagement Sylvopastoral", collecte et analyse des données. Renforcement des capacités des pasteurs en outils de gestion de l'espace et des ressources pastorales.

### **ETUDES CONSULTATIVES**

**2009** : consultant du PNUD de janvier à juillet 2009 dans le cadre du projet « renforcement des capacités de quatre pays (Togo, Niger, Libéria, Namibie) à élaborer des options stratégiques de développement pour lutter contre les changements climatiques (atténuation/adaptation) dans divers secteurs de leurs économies », lesquelles options pouvant servir de position de négociation dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

**2008** : Elaboration de Note d’Idée de Projet (PIN) pour le projet Boisement/Reboisement « ASIYLA GUM COMPANY » de plantation de gommiers (*Acacia senegal*) en zone sylvopastorale du Sénégal (40 000 ha), projet soumis avec succès à l’ONG CASCADE qui sélectionnait quatre projets à appuyer dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

**2008** : Elaboration de Note d’Idée de Projet (PIN) pour le projet Boisement/Reboisement « Réhabilitation des terres dégradées : récupération des tannes par plantation d’espèces adaptées à la salinité dans le bassin arachidier du Sénégal (15000 ha) » projet soumis avec succès à l’ONG CASCADE qui sélectionnait quatre projets à appuyer dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

**Expert Conseiller du groupe africain** sur "Foresterie et Mécanisme de Développement Propre (MDP) : participation aux ateliers de préparation des conférences des parties (CdP) sur les négociations dans le cadre de la mise en œuvre du MDP en Afrique.

**2008** : Etude consultative : membre de l’équipe « Etude Sahel sur l’impact des investissements en matière de Gestion des Ressources Naturelles au Sahel : cas des projets forestiers et agroforestiers » étude CILSS/CIS-VUA : étude en cours, le rapport sera présenté en fin octobre 2008. *L’étude prévoit trois objectifs rétrospectifs et deux objectifs prospectifs*

1. Identifier les situations (études de cas) dans chaque pays où les innovations dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (GRN) depuis 1980 semblent avoir amélioré l’environnement, les revenus et la sécurité alimentaire des populations qui dépendent de ces ressources pour leur économie alimentaire (« livelihoods »).
2. Identifier et évaluer les indicateurs qualitatifs aussi bien que quantitatifs des changements dans l’environnement, les revenus et la sécurité alimentaire qui peuvent être attribués à l’adoption des pratiques de la GRN dans les situations (études de cas) identifiées ci-dessus.
3. Identifier les facteurs déterminants pour l’adoption et l’utilisation continue des pratiques de la GRN (c’est-à-dire, les “drivers of change”), y compris les coûts des projets, actions communautaires ou changements dans les politiques.
4. Evaluer la contribution potentielle des actions de la GRN couvertes par l’étude à contribuer à la réalisation des Objectifs Millénaires de Développement.
5. Identifier les actions et politiques nécessaires pour permettre l’adoption à une plus grande échelle des pratiques de la GRN pour lesquelles l’étude confirme des bénéfices économiques et environnementaux.
6. (2007) : Chargé du volet « Changement d’affectation des terres et Foresterie » de l’inventaire national des gaz à effet de serre pour la seconde communication nationale

7. (2007) : Etude consultative du Projet de Restauration des Forêts et Espaces Ruraux (PREFER) pour l'élaboration d'un Document Descriptif de Projet (PDD) Boisement/Reboisement soumis pour être financé dans le cadre du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP). Le document de projet est centré sur trois agrosystèmes : le Ferlo Sénégalais (restauration des parcours pastoraux par plantation d'Acacia senegal), les Niayes (fixation des dunes avec des plantations de filao pour la protection des cuvettes maraîchères) et le Saloum oriental (agroforesterie pour l'amélioration de la fertilité et de la productivité des terres)
8. Etude d'impact environnemental du Projet de Restauration des Forêts et Espaces Ruraux (PREFER)

**2007 : Etude Consultative du Projet PNUD/FEM RAF02/G31 "Renforcement des capacités pour l'Amélioration de la Qualité des Inventaires de Gaz à effet de Serre en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale francophone" pour l'élaboration du manuel de procédure pour la gestion nationale des Inventaires des Gaz à Effet de Serre (IGES)**

Le but de cette étude est d'élaborer un manuel de procédures et un cadre institutionnel durable de préparation des inventaires nationaux de Gaz à Effet de Serre permettant ainsi une utilisation efficace et efficiente des directives de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques aux fins d'établir des inventaires plus précis. Le manuel constitue essentiellement un modèle national d'inventaire.

Cette étude pour la gestion nationale des IGES comprend :

- L'introduction sur les IGES
- La stratégie à adopter pour la préparation des IGES
- Le management et le planning des procédures de gestion
- les activités préliminaires telles : la caractérisation des circonstances nationales, l'analyse des sources clés, le choix de la méthodologie d'analyse et d'estimation des émissions, la collecte et la mise à jour des données d'activité
- La préparation des IGES et l'adoption des procédures de contrôle de qualité Assurance de qualité (CQ/AQ)
- La validation de l'IGES
- La documentation et l'archivage des données et méthodes utilisées pour établir les IGES

**2006 : Etude Consultative de l'Agence nationale chargée de la Promotion de l'Investissement et des grands travaux (APIX), via Cabinet Buursink International, dans le cadre du "Plan de déplacement et de réimplantation des populations concernées par les servitudes du nouvel aéroport international Blaise Diagne de Diass (Volet forestier) : inventaire des ressources possédées en commun, évaluation des pertes dues au déplacement, étude d'impact environnemental, proposition d'un plan de gestion environnemental du site d'accueil**

**(2006) Etude consultative du Projet « Opération Acacia FAO/GCP/RAF/387/ITA » pour l'élaboration du plan décennal du projet (stratégie d'intervention du projet, objectifs, résultats attendus, activités) et le diagnostic de la filière des gommés et résines au Sénégal (identification des acteurs de la filière, analyse des contraintes et proposition de stratégies de modernisation de la filière et d'amélioration des revenus des producteurs à la base)**

**(2005) Etude Consultative du Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes du Sénégal (PGIES) dans le cadre de l'établissement de la situation de référence des rendements agricoles, de la faune sauvage, des feux de brousse, de l'écotourisme, des foyers améliorés et de la séquestration du carbone dans les RNC/UP du projet.**

(2004) Etude Consultative du Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes du Sénégal (PGIES) dans le cadre du Suivi – Evaluation participatif des activités et Impacts du Projet (volet **Mitigation des gaz à effet de serre**) : inventaire des gaz à effet de serre (modules Energie, Agriculture et Forêts) dans les sites du projet et proposition de mesures d'atténuation des émissions et leurs impacts.

(2004) Spécialiste séquestration de Carbone Etude Consultative du Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes du Sénégal (PGIES) dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement et de co-gestion des Aires Protégées et leurs périphéries (volet **séquestration du carbone**) : estimation des stocks de carbone et élaboration d'un **guide de suivi de l'évolution du carbone** dans le sol et la végétation des quatre sites du projet et les terroirs adjacents : Parc National Niokolokoba (PNNK), Parc National Delta du Saloum (PNDS), Réserve de faune du Ferlo Nord (RFN), et les Niayes

(2004) Etude Consultative du Programme de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE) dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'approvisionnement en bois Energie des grandes agglomérations : inventaire forestier national des grands bassins d'approvisionnement, estimation des besoins, analyse de l'évolution de la demande, modélisation, etc.

(2003) Etude Consultative du Programme de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE) dans le cadre de la mise en œuvre d'un Système d'Information Ecologique Forestier et Pastoral (SIEF): Inventaire forestier; Elaboration des tarifs de cubage; Mise en place des parcelles permanentes de suivi de la dynamique de la végétation.

#### Articles

**KAIRE M.**: Estimation des stocks de carbone dans les formations ligneuses de jachères en zone soudanienne du Sénégal, à paraître

**KAIRE M.**, 2007 : Modélisation de la croissance des formations ligneuses de jachère. Actes du séminaire organisé à Tunis le 13 juin 2005 en hommage à Roger Pontanier. *Sols de Tunisie, édition spéciale n°2*. pp 94-102.

**KAIRE M.**, 2005: Etude de la biodiversité agroforestière dans les agrosystèmes du bassin arachidier du Sénégal. CRDI, actes de l'atelier sur « Leçons tirées des expériences de lutte contre la désertification au Sahel », Saly, Sénégal 12-14 juillet 2004. pp 94-105.

Shuguang LIU, Maguette KAIRE, Eric WOOD, Ousmane DIALLO, and Larry TIESZEN, 2004: *Impacts of land Use and Climate change on Carbon Dynamics in South-Central Senegal*: ELSEVIER, Journal of Arid Environments 59 (2004) 583-604.

Raphaël J. MANLAY \*, Dominique MASSE , Jean-Luc CHOTTE <sup>a</sup>, Christian. FELLER , Maguette KAIRE , Joel FARDOUX , and Roger PONTANIER, 2002: *Carbon, nitrogen and phosphorus allocation in agro-ecosystems of a West African savanna - II. The soil component under shifting cultivation* dans "Agricultures, Ecosystèmes & Environnement" n°88(2002)

Raphaël J. MANLAY, Maguette KAIRE, Dominique MASSE, Gilles CIORNEI and Christian FLORET, 2002: *Carbon, nitrogen and phosphorus allocation in agro-ecosystems of a West African savanna - I. The plant component under shifting cultivation* dans "Agricultures, Ecosystèmes & Environnement" n°88(2002) 215-232

Daniel-Yves ALEXANDRE & Maguette KAIRE, 1999: *Les productions des jachères soudaniennes (bois et produits divers)*: communication au séminaire sur "La Jachère en Afrique tropicale" Dakar 13-16 avril 1999, 41p.

KAIRE, M., 1999. *La production ligneuse des jachères et son utilisation par l'homme au Sénégal*. Thèse de l'Université d'Aix Marseille 1, France, 150p..

KAIRE, M., 1999. *La production ligneuse des jachères et son utilisation par l'homme au Sénégal*. Thèse de l'Université d'Aix Marseille 1, France, 150p..

KAIRE, M. 1998. *Importance de la production de biomasse des ligneux dans les jachères d'un agro-système villageois de Haute Casamance (Sénégal)*. Mémoire de confirmation ISRA, 56p.

KAIRE, M., 1997. *La production de la végétation ligneuse post-culturale et son utilisation par l'homme en zones soudanienne et soudano-sahélienne du Sénégal*. Dans : C. Floret (ed), *La jachère, lieu de production*, 1-17. CORAF/IRD ex ORSTOM/Union Européenne, Dakar.

KAIRE, M., 1994. *La ressource ligneuse des jachères d'un terroir villageois de la région de Kolda (Sénégal). Production et utilisation*. Mémoire DESS. Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA). Université de Niamey, Niger 52p.

### **Connaissance informatique**

Logiciels standards (MICROSOFT Word, Excel, PowerPoint, Access)

- o Systèmes d'exploitation Windows (98, NT, 2000, XP Pro)
- o Systèmes d'Informations Géographiques (ArcView)
- o SGBDR : MS Access

### **Langues :**

	<u>Français</u>	<u>Anglais</u>	<u>Espagnol</u>	<u>Wolof</u>
<u>Lue</u>	Excellent	Bien	Bien	Bien
<u>Parlée</u>	Excellent	Moyen	faible	Excellent
<u>Écrite</u>	Excellent	Bien	Moyen	Moyen

Je, soussigné MAGUETTE KAIRE, certifie, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Dakar le 05 septembre 2009

## **11 Expériences du cabinet dans le domaine ciblé**

- Décembre 2002**  
Etude sur les structures d'appui au secteur privé au Sénégal sur financement de l'Africa Project Development Facility (APDF), Banque Mondiale
- Septembre 2002**  
Mission de recrutement du Représentant Résident de l'African Development Foundation au Sénégal
- Juillet 2002**  
Mission d'assistance technique auprès de OXFAM AMERICA dans le cadre d'un processus de recrutement du Senior Program Officer au Sénégal
- Juin 2002**  
Mission d'assistance technique auprès de l'ADF pour le lancement du programme pilote relatif à la promotion d'initiatives visant à atténuer l'impact du VIH/SIDA et à réduire la vulnérabilité des communautés en Afrique
- Mai 2002**  
Mission de diagnostic des systèmes de financement décentralisés dans les zones d'intervention du Programme de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP)
- Janvier-Mars 2002**  
Evaluation finale du programme de Micro crédit de PLAN Dakar Urbain en partenariat avec l'UM- PAMECAS.
- Novembre-Décembre 2001**  
Mission d'élaboration d'une stratégie d'intervention du fonds Belgo-Sénégalais  
Financement : FCBS
- Identification et sélection de projets éligibles au financement d'ADF et Novembre 2001  
Diagnostic organisationnel d'ONGs partenaires de ADF (African Development Foundation)
- août-Septembre 2001**  
Mission d'élaboration d'une stratégie financière dans les zones d'intervention du PELCP  
Financement : BIT
- Mai 2001**  
Enquêtes de terrain sur la problématique de la mise en réseau des structures de financement décentralisée, dans le cadre d'une étude commandité par Dyna Entreprises (USAID) sur

la problématique des réseaux de mutuelles au Sénégal.

Décembre 2001

Sociologue consultante auprès de Associates in Rural Development, Inc - Sénégal dans la cadre du Programme de Décentralisation et de Gouvernance Locale au Sénégal, Objectif Stratégique (SO2) de l'USAID/Sénégal.

Août 2000

Co-responsable du projet de dynamisation sociale et économique des femmes de Saint-Louis au sein de FISA-AFRIQUE (Fondation Internationale de Synthèse Architecture).

Mars 2000

Sociologue consultante auprès du PSC (Programme de Santé Communautaire) pour déterminer la situation épidémiologique autour des postes et cases de santé construits par le programme (Mbacké, Diourbel, Bambey, Louga, Kolda, Sédhiou, Tambacounda, Kédougou, Pikine, Guédiawaye).

#### Compétences en informatique

- Microsoft Word, Microsoft Excel, PowerPoint, Access.
- Logiciel de traitement de données qualitatives et quantitative (ATLAS.ti, NVivo7, SPSS (Statistical Package for Social Sciences)).

#### LANGUES :

	<u>Français</u>	<u>Anglais</u>	<u>Allemand</u>	<u>Wolof</u>
<u>Lue</u>	Excellent	Bien	Bien	Bien
<u>Parlée</u>	Excellent	Moyen	faible	Excellent
<u>Écrite</u>	Excellent	Bien	Moyen	Moyen

#### Attestation :

Je, soussigné Rokhaya CISSE, certifie, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Dakar le 05 septembre 2009

## **12 Présentation du cabinet TROPICA**

# TROPICA ENVIRONMENTAL CONSULTANTS



Sicap Liberté 6 N°8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL •  
Tél. (221) 33 867 18 98 - Fax (221) 33 867 18 99 - E-mail : [tropica@orange.sn](mailto:tropica@orange.sn)

VECTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE

DRIVING FORCE TOWARDS SUSTAINABLE DEVELOPMENT

---

## PRESENTATION DU BUREAU

---



*... Tropicica s'est engagée, résolument,  
à promouvoir la durabilité environnementale et sociale  
à travers une approche participative.*

Janvier 2009



Sicap Liberté 6 N°8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL • Tél. (221) 867 18 98  
Fax (221) 867 18 99 • e-mail : [tropica@senbloo.sn](mailto:tropica@senbloo.sn) •

---

## Introduction

Créé et légalement constitué conformément à la loi Sénégalaise,  
TROPICA Environmental Consultants est une Société à responsabilité limitée  
(Sarl) basée à Dakar.

Le bureau est spécialisé dans les études environnementales et socioéconomiques.

Il est enregistré et/ou fait des prestations auprès/pour diverses institutions parmi  
lesquelles :

- La Direction l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature du Sénégal ;
  - La Banque Mondiale ;
  - La Commission Européenne
  - L'Agence Canadienne pour le Développement International ;
  - L'Agence Japonaise pour le développement International
  - Agence Française pour le Développement ;
  - Etc.
- 
- TROPICA opère en partenariat avec des Cabinet et/ou Experts Sénégalais, Africains, Européens et Américains, dans le cadre de conventions de collaboration.



Sicap Liberté 6 N°8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL • Tél. (221) 867 18 98  
Fax (221) 867 18 99 • e-mail : [tropica@senbto.sn](mailto:tropica@senbto.sn)

## Nos Clients

Les Clients du cabinet sont des :

- **Agences de Coopération Multilatérale**
  - Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS)
  - Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains (CNUEH),
  - Groupe Banque Mondiale (BM) : IDA, SFI  
**Depuis 2007 Tropica est Consultant de la Société Financière Internationale (SFI) ; en Afrique de l'Ouest et du Centre.**
  - Union Européenne
  - Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
  - Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
  - Fondation pour le Développement de l'Afrique (ADF)
- **Agences de coopération Bilatérale**
  - Agence des Etats Unies pour le développement international (USAID)
  - Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)
  - Agence de Coopération Allemande (GTZ)
  - Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI)
  - Agence Française de Développement (AFD)
  - Département pour le Développement International (DFID), Royaume Uni
- **Institutions Gouvernementales**
  - Guinée** : Société Nationale des Eaux de Guinée (SNEG) et Ministère de l'Hydraulique
  - Mali** : Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie
  - Mauritanie** : Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
  - Sénégal** : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage / Ministère de l'Hydraulique, des Mines et de l'Energie / Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature / Ministère de l'Economie et des Finances  
Ministère de la pêche
- **Des institutions du Secteur Privé**
  - Des Promoteurs de Projet dans divers secteurs d'activité



Sicap Liberté 6 N°8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL • Tél. (221) 867 18 98  
Fax (221) 867 18 99 • e-mail : [tropica@senbto.sn](mailto:tropica@senbto.sn)

## Nos domaines de compétences

Jusque là, les domaines de compétence et d'intervention du bureau portent sur :

- **L'Environnement** : Etude d'Impact, Audit environnemental, Planification et Gestion de l'environnement, Analyse de risques sur l'Environnement.
- **La Gestion des ressources naturelles** : Gestion ressources en eau, biologie végétale ; zones humides, biodiversité marine et côtière.
- **La Santé Environnementale** : Etude d'impact sanitaire / Analyse de risque sur la santé.
- **La Sociologie/Socioéconomique** (y compris Lutte Contre la Pauvreté) : analyses situationnelles, définition et application de stratégies, IEC.
- **Le Développement rural** : Organisation de la production et des producteurs (aménagement et agro-économie).
- **Les Etudes institutionnelles** : Décentralisation, développement local et organisation Institutionnelle.
- **La Formation** de Formateurs dans les différents de compétence.
- **Planification** Stratégique et Opérationnelle de programme et projet dans les différents de compétence;



Sicap Liberté 6 N°8181 • BP 5335 Dakar-Fann SENEGAL • Tél. (221) 867 18 98  
Fax (221) 867 18 99 • e-mail : [tropica@senbto.sn](mailto:tropica@senbto.sn)

## Les ressources humaines disponibles

Les experts (Permanents et Associés) du bureau sont compétents dans les domaines suivants :

- ✓ Planification environnementale;
- ✓ Santé environnementale et Ecotoxicologie;
- ✓ Gestion des ressources en eau, hydrogéologie;
- ✓ Foresterie et Biogéographie;
- ✓ Gestion des risques, hygiène, sécurité et environnement;
- ✓ Agronomie, organisation de la production et développement rural
- ✓ Sociologie – Socio économie (y compris études sur le Genre) ;
- ✓ Management environmental ;
- ✓ Planification et Aménagement urbain ;
- ✓ Assainissement ;
- ✓ Génie industriel ; Énergie
- ✓ Droit de l'environnement;

### Personnel Permanent

- **Dr Samba Yade** : Directeur, spécialiste en évaluation environnementale et sociale et en Santé Environnementale. Titulaire d'un Master en Ecologie Humaine, d'une AEA en Environnement et d'un Doctorat d'Etat de Pharmacien. Plus de 10 ans d'expérience.
- **Dr Mbarack Diop** : Planificateur Environnemental Spécialisé dans des Ressources en eau, la gestion de zone côtière, la Biodiversité et la Gestion des Ressources Naturelles, Dr Diop détient, entre autres, un doctorat en planification environnementale des ressources en eau, deux Maîtrises en Géographie Physique et Sciences Environnementales de l'Université de Dakar au Sénégal. Son expérience professionnelle inclut la préparation et l'évaluation de projets financés par diverses institutions de développement

(Banque mondiale, PNUD, FEM, etc.) en tant que Consultant International dans les pays Africains en matière de

- **Amath D. Mbaye** : Environnementaliste et Hydrogéologue, spécialisé en Gestion intégrée des ressources naturelles/en eau. Détient un DEA d'Environnement, un DESS en gestion des ressources en eau et un Certificat en EIE. Est consultant de Tropica depuis 1999.
- **Dr Diatou Thiaw** : Géographe, spécialisé en biogéographie et en gestion communautaire des ressources naturelles. Titulaire d'un doctorat en géographie, elle a intégré Tropica en 2001.
- **Adama Cissé** : Spécialisé (masters) en génie de l'environnement & industrie et en sécurité industrielle, environnement et certification a intégré le Cabinet en 2006.
- **Ely Sy** : Socio-economiste, il détient un DEA en Environnement et une maîtrise en Economie. Il a réalisé diverses études portant sur l'évaluation socioéconomique de projets et sur l'évaluation d'occupations dans les zones de projet.

#### Collaborateurs Permanents

- **Pr Paul Ndiaye** : Géographe; Professeur à l'Université de Dakar; spécialisé en gestion des forêts/aires protégées.
- **Dr Yakham Diop** : Géographe spécialisé en géographie humaine, en géographie urbaine et planification et en Local Développement ; 12 ans d'expérience. Titulaire d'un Doctorat et d'une maîtrise de géographie.
- **Dr Moustapha Ngaidé** : Juriste, spécialisé en Droit de l'Environnement, Assistant de droit à l'Université de Dakar.
- **Serigne Diop**: Ingénieur de Conception, M. Diop est spécialisé en Energie / Système Energétique. Il détient un master professionnel et a acquis plus de vingt ans d'expérience notamment dans la planification et/ou la gestion de projets d'énergie.

#### Autres Collaborateurs

Divers experts dans les domaines susmentionnés sont enregistrés dans notre base de consultants suite à une expression d'intérêt à collaborer avec Tropica. Ainsi ils sont mobilisables au besoin.

Enfin, Tropica a établi des relations de partenariat avec des consultants internationaux (bureaux d'études et Individuels) parmi lesquels : Royal Haskoning (Pays Bas), Sofreco (France), Jacobs (Angleterre), Roche International (Canada), etc.

## QUELQUES TRAVAUX REALISES PAR LE CABINET

NOM DU PROJET, Pays, Année	SERVICES FOURNIS	DESCRIPTION DES SERVICES FOURNIS	MAITRE D'OUVRAGE	BAILLEUR DE FONDS
<b>Energie de Manantali, Mali, Mauritanie et Sénégal,</b>  1993	Evaluation Environnementale	<p>L'évaluation environnementale du projet a été planifiée et conduite de manière soignée et concertée à cause de l'envergure régionale du projet et de l'implication de trois pays dans son exécution. Dr Mbarack Diop a coordonné toute l'évaluation et a fourni une expertise écologique pour le compte de Environmental Ressources Management (ERM), Grande Bretagne.</p>	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS)	Banque Mondiale (BM)
<b>Plan directeur de santé pour le bassin du fleuve Sénégal, Mali, Mauritanie et Sénégal,</b>  1994	Evaluation de la situation sanitaire, formulation du plan de santé	<p>En tant que chef de projet, l'expert de TROPICA a favorisé la formation des experts nationaux en recrutant de jeunes spécialistes dans divers domaines (écologie, biologie, médecine, eau et assainissement) pour être formés par les experts internationaux. Ces jeunes experts formés en santé environnementale font partie intégrante des ressources humaines dont dispose TROPICA SARL</p>	OMVS	USAID
<b>Projet Eau Long Terme du Sénégal (PLT), Sénégal,</b>  1998 -99	Evaluation Environnementale	<p>TROPICA a procédé en juillet 98 a des enquêtes préparatoires sur la situation sanitaire et socio-économique dans les zones de projet (zone périurbaine de Dakar). Ensuite, une synthèse générale sur les conditions environnementales de base du lac de Guiers a été élaborée pour l'évaluation environnementale. Des études institutionnelles ont également été faites sur la gestion des ressources en eau. L'évaluation s'est également appuyée sur l'organisation d'audiences publiques ayant couvert toutes les zones de projet de Dakar à Richard Toll. Les résultats de cette consultation publique ont été utilisés pour l'élaboration du plan de gestion environnementale.</p>	Gouvernement du Sénégal (Ministère Hydraulique)	Banque Mondiale

<p><b>Diverses études de toxicologie et Ecotoxicologie pour le projet FAO Locustox</b></p> <p>Depuis 1998</p> <p><b>Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR), Sénégal,</b></p> <p>1999</p>	<p>Analyse et gestion de risques</p> <p>Evaluation Environnementale</p>	<p>Analyses situationnelles de risques sur l'environnement et la santé de l'utilisation des pesticides utilisés en agriculture dans le bassin du fleuve Sénégal et dans la zone des Niayes (Sénégal) ;</p> <p>Planification de projets de gestion des risques ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes pour définir la stratégie de prise en compte de l'environnement lors de l'homologation des pesticides dans la zone du Sahel.</li> <li>• L'évaluation a porté sur le paquet d'infrastructures proposé et pour lequel toutes les communautés rurales du Sénégal sont éligibles. L'étude a utilisé la méthodologie de la sensibilité écologique des zones éco-géographiques aux différents types d'infrastructures proposées. Nous avons également repéré toutes les zones protégées ou sensibles et recommandé des mesures concrètes d'atténuation des impacts.</li> </ul>	<p>Locustox</p> <p>Gouvernement du Sénégal (Ministère de l'Agriculture)</p>	<p>FAO</p> <p>Banque Mondiale</p>
<p><b>Diverses Etudes pour l'agence de coopération Japonaise au Sénégal</b></p> <p>(JICA), 1994 - 1999</p>	<p>Gestion des ressources naturelles</p> <p>Etude Institutionnelle</p> <p>Assainissement de la région de Dakar</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Conception d'une base de données sur la gestion des ressources naturelles et l'environnement au Sénégal.</li> <li>◆ Etude de la gestion des ressources en eau et des problèmes d'environnement au lac de Guiers.</li> <li>◆ Participation à diverses missions en agriculture, foresterie, eau et assainissement et infrastructures.</li> <li>◆ Etude du processus de décentralisation au Sénégal et son incidence sur les procédures de financement par la coopération japonaise.</li> <li>◆ Etude de suivi du plan directeur d'assainissement (drainage et eaux pluviales) à Dakar et sa zone périurbaine.</li> </ul>	<p>JICA, Sénégal</p>	<p>JICA</p>

<p><b>Projet GEF de Gestion de la Biodiversité Marine et Côtière du Sénégal / PDF B 1999</b></p>	<p>Gestion ressources naturelles</p>	<p>Préparation du document de Projet et du site Web qui doit l'accompagner : synthèse de la situation environnementale et de développement des ressources naturelles de la côte (de Saint Louis à Dakar), concertation et planification des activités avec les partenaires, et Recherche de financements complémentaires</p>	<p>Ministère de l'Environnement, UICN, BM</p>	<p>FEM (BM)</p>
<p><b>Projet Fonds d'Investissement Social du Sénégal (FISS) 2000</b></p>	<p>Evaluation Environnementale</p>	<p>Evaluation Environnementale (écologie et sociologie) ; élaboration d'un PGE et d'un Manuel d'Opération.</p>	<p>Ministère des Finances et du Plan / BM</p>	<p>Banque Mondiale</p>
<p><b>Evaluation de la Politique Environnementale du Sénégal 1960 – 2000 2000</b></p>	<p>Audit de stratégie politique</p>	<p>Etude de l'évolution politique et institutionnelle durant la période considérée ; identification des avancées et des lacunes.</p>	<p>GTZ</p>	<p>GTZ</p>
<p><b>Revue du cadre de programmation (1996-2000) de l'ACDI au Sénégal 2000</b></p>	<p>Analyse de la gestion de l'environnement</p>	<p>Etude des problèmes, des stratégies et des actions de gestion environnementale au Sénégal.</p>	<p>ACDI/ BACC</p>	<p>ACDI</p>
<p><b>Evaluation du projet Sénégal-Allemand « Assistance-Conseil à la gestion et à la protection des ressources naturelles au Sénégal » 2000</b></p>	<p>Evaluation de projet</p>	<p>Bilan des réalisations du projet et du niveau d'atteinte des objectifs, planification de la deuxième phase du projet.</p>	<p>GTZ</p>	<p>GTZ</p>